Normes de qualité des structures d'accueil pour enfants dans les cantons, état au 31 août 2014

Etat des lieux et vérification de la mise en œuvre des recommandations de la CDAS

Rapport final

06 avril 2016

À l'intention de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales CDAS

ECOPLAN Forschung und Beratung in Wirtschaft und Politik

Impressum

Citation recommandée

Auteur:	Ecoplan
Titre:	Normes de qualité des structures d'accueil pour enfants dans les cantons, état au 31 août 2014
Mandaté par:	Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales CDAS
Lieu:	Berne
Date:	06 avril 2016
Référence:	www.ecoplan.ch

Equipe Ecoplan

Philipp Walker
Gautier Schaffter
Corinne Spillmann

Ce rapport reflète l'avis de l'équipe de projet, lequel ne correspond pas obligatoirement à celui des commanditaires ou du groupe de suivi.

Ecoplan AG

Forschung und Beratung
in Wirtschaft und Politik

www.ecoplan.ch

Monbijoustrasse 14
CH - 3011 Bern
Tel +41 31 356 61 61
bern@ecoplan.ch

Schützengasse 1
Postfach
CH - 6460 Altdorf
Tel +41 41 870 90 60
altdorf@ecoplan.ch

Sommaire

Sommaire **2**

1 Introduction **3**

1.1 Contexte et problématique 3

1.2 Brève information sur le processus 4

2 Normes de qualité des structures d'accueil extrafamilial **6**

2.1 Définition de la qualité des structures d'accueil pour enfants 6

2.2 Dispositions sur le plan fédéral 7

2.3 Recommandations de la CDAS 7

2.4 Recommandations de la Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant kibesuisse 9

3 Normes cantonales sur le thème de la qualité et application des recommandations de la CDAS **10**

3.1 Responsabilités cantonales pour la qualité 10

3.2 Aperçu des normes de qualité des cantons 12

3.3 Focus sur le concept pédagogique 15

3.4 Focus sur la formation du personnel d'encadrement 17

3.5 Focus sur le taux d'encadrement 19

3.6 Autres aspects qualitatifs 26

4 Bilan **28**

Annexe: „Datenzusammenzug und Synthese der Daten aus www.berufundfamilie.admin.ch" **30**

1 Introduction

1.1 Contexte et problématique

Avec la présence accrue des femmes sur le marché du travail et la nécessité de concilier vie familiale et professionnelle, les offres d'accueil extrafamilial et leur réglementation sont des sujets de plus en plus débattus dans les médias, dans les sphères politique et même scientifique. L'offre en matière de structures d'accueil extrafamilial s'est aussi beaucoup développée en Suisse durant ces dernières années, du fait de la hausse de la demande. Avec cet essor sont apparus de nouveaux concepts de financement, tandis que de nouvelles filières de formation pour le personnel d'encadrement ont vu le jour. Les lois et ordonnances cantonales en vigueur ont donc été adaptées en conséquence, tandis que de nouveaux règlements en matière d'accueil extrafamilial ont été édictés.

Sur le plan intercantonal, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, ont déjà approuvé en 2007 une déclaration commune relative aux structures d'accueil de jour, qui contient six principes et lignes directrices pour une politique intercantonale dans le domaine de l'accueil extrafamilial. Selon cette déclaration, la responsabilité première pour la coordination intercantonale dans le domaine des structures d'accueil de jour de la prime enfance (de 0 à 4 ans) revient à la CDAS. Dans le cadre de sa séance annuelle 2011, la conférence annuelle de la CDAS a approuvé sur cette base des recommandations à l'intention des cantons en matière d'accueil extrafamilial de la prime enfance.

Parallèlement, diverses initiatives (privées) ont été lancées ces dernières années, qui visent à promouvoir la qualité dans les structures d'accueil pour enfants. En font notamment partie le «cadre d'orientation pour la formation de la petite enfance» du réseau d'accueil extrafamilial et de la Commission suisse pour l'UNESCO, le projet «Bildungskrippen» (formation continue du personnel des crèches) de la même association, les histoires de formation et d'apprentissage de l'institut MMI, de même que le label «QualiIPE» de kibesuisse et de la Fondation Jacobs.

En automne 2013, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales CDAS et la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique CDIP, ont organisé un colloque commun consacré au thème de l'accueil extrafamilial AEF. A cette occasion, certains ont manifesté le souhait de disposer d'informations approfondies sur l'état de la question de la qualité de l'accueil extrafamilial dans les cantons, étant donné l'actualité de ce sujet.

Suite à ce constat, la CDAS a chargé Ecoplan d'analyser les normes de qualité actuellement prescrites aux structures d'accueil pour enfants dans les cantons et de les comparer avec les recommandations de la CDAS.

1.2 Brève information sur le processus

Pour répondre aux questions posées, il a fallu deux étapes. Il s'agissait d'abord d'établir un inventaire des réglementations existantes pour l'accueil extrafamilial dans les cantons[1], en se basant sur la plateforme d'information «Conciliation travail-famille» www.berufundfamilie.admin.ch de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). L'inventaire montre:

- Quels cantons exercent leurs compétences en matière d'autorisation, de surveillance et de réglementation et lesquels les délèguent aux communes.
- Quelles règlementations sont fixées dans les différents cantons, resp. communes.
- Sur quelles bases légales les réglementations sont formulées.

D'un point de vue qualitatif, les règlementations[2] suivantes sont considérées comme prioritaires: les normes relatives au concept pédagogique, les exigences de formation pour le personnel d'encadrement, ainsi que celles concernant le taux d'encadrement[3]. Les réglementations relatives à ces trois aspects sont examinées attentivement dans ce rapport. Les points suivants nous intéressent en particulier:

- Comment les normes sont-elles formulées dans le détail et existe-t-il des similitudes régionales?
- En l'absence de normes officielles, existe-t-il dans certains cantons des normes officieuses, resp. des documents de référence?

Pour la collecte de ces normes officieuses dans les cantons qui n'émettent pas de normes officielles et ne délèguent pas cette tâche aux communes, nous avons recueilli ces informations par téléphone.

Dans l'élaboration de cet aperçu, nous nous en sommes tenus aux règles suivantes :

- Nous nous sommes concentrés sur les normes concernant les structures d'accueil de jour pour enfants. Les familles d'accueil, encadrant également des enfants d'âge préscolaire et présentant une offre alternative, ne sont pas prises en compte.
- Dans certains cantons, les normes ne sont pas les mêmes pour les institutions privées non subventionnées que pour les institutions publiques. Pour l'analyse, nous avons considéré en premier lieu les normes établies pour les institutions subventionnées. Lorsque les normes présentent des différences, cela est toutefois stipulé.
- Lorsque la tâche de régulation est déléguée aux communes, ce sont les normes communales du chef-lieu du canton qui sont prises en compte dans l'analyse, au lieu des normes cantonales. Les normes officieuses sont uniquement prises en compte dans les cantons qui n'émettent pas de normes officielles sur les trois aspects principaux – concept

[1] La dernière actualisation de la base des données a eu lieu en automne 2014 et a été mise en ligne le 20.11.2014. La date butoir pour les nouveaux règlements et les nouvelles lois était le 31 août 2014.

[2] cf. explications au paragraphe 2.1

[3] Le taux d'encadrement comprend des règles sur la taille du groupe, le personnel affecté par groupe, le nombre de personnes qualifiées et le taux d'encadrement effectif (nombre d'enfants par adulte)

pédagogique, exigences de formation et ratio d'encadrement – et qui ne délèguent pas aux communes la tâche de réglementation.

Sur la base des données collectées, nous avons finalement évalué dans quelle mesure les réglementations et les dispositions légales correspondent aux recommandations de la CDAS.

2 Normes de qualité des structures d'accueil extrafamilial

2.1 Définition de la qualité des structures d'accueil pour enfants

Avec l'augmentation de l'offre en matière d'accueil extrafamilial, et son utilisation croissante, la question de la qualité gagne en importance, non seulement dans la société, mais également sur les plans scientifique et politique. Différentes études ont prouvé qu'une prise en charge de qualité a des répercussions bénéfiques sur le développement des enfants.

Ce que l'on considère comme encadrement de qualité, est toutefois très subjectif et dépend beaucoup du point de vue des observateurs. Les parties prenantes ont leurs propres intérêts et par conséquent, des attentes différentes en matière de qualité des structures d'accueil. Les parents ont d'autres priorités que le personnel ou les autorités en charge de la formation. Or ces différentes dimensions compliquent nettement la discussion sur la qualité.

La publication «Qualität und frühkindliche Bildung»[4] (Qualité et apprentissage précoce) fournit une bonne vue d'ensemble de la discussion sur la qualité. Ce document donne également un résumé des diverses approches conceptuelles permettant de définir et de mesurer la qualité. Dans la discussion politique et dans les législations cantonales, on recourt souvent à la notion «d'accès standardisé». En l'occurrence, les critères de qualité sont fixés par des experts; les différences entre les aspects de qualité structurelle et de qualité des processus, sont toutefois prises en compte.

- La qualité des processus comprend notamment l'interaction entre les enfants, le personnel d'encadrement et l'environnement. Ces points sont souvent définis dans le concept pédagogique.
- La qualité des structures comprend les conditions-cadres telles que: la taille du groupe, l'aménagement des locaux, les heures d'ouverture et le personnel engagé.

Les dispositions cantonales en vigueur règlementent en particulier les aspects liés à la qualité des structures. Les notions de qualité structurelle et de qualité des processus, sont également utilisées dans les recommandations de la CDAS[5].

Indépendamment de cela subsiste la question du caractère mesurable de la qualité, aussi bien pour les parents que pour les autorités. La littérature spécialisée montre que les points suivants sont en particulier importants pour un bon développement de l'enfant:

- Concept pédagogique: le concept pédagogique décrit les principes pédagogiques appliqués dans la structure.

---

[4] Margrit Stamm (2012), Qualität und frühkindliche Bildung, Grundlagen und Perspektiven für die Qualitätsentwicklung von vorschulischen Angeboten. Online im Internet: http://www.forumbildung.ch/images/uploads/datenbank_dokumentation/textdokumente/fruehe_bildung/Dossier_Stamm.pdf (2.4.2015)

[5] cf paragraphe 2.3

- Formation du personnel: pour satisfaire toutes les exigences pédagogiques, le personnel présent doit être qualifié et avoir suivi la formation adéquate.
- Taux d'encadrement: la relation entre l'enfant et le personnel qualifié est très importante pour le développement de l'enfant. C'est pourquoi les facteurs tels que la taille des groupes, le nombre d'enfants par personne chargée de l'encadrement et l'approche particulière avec les tout-petits, jouent un rôle primordial.

2.2 Dispositions sur le plan fédéral

La réglementation de l'accueil extrafamilial fait en principe partie des tâches cantonales. Sur le plan fédéral, l'unique base légale existante est l'ordonnance sur le placement d'enfants (OPE). L'OPE règlemente en particulier le régime d'autorisation et la surveillance des structures d'accueil. Dans le cadre des conditions d'octroi, les premiers principes fondamentaux de qualité sont toutefois aussi fixés. Il est en particulier stipulé que le personnel doit disposer «des qualités personnelles, de l'état de santé, des aptitudes éducatives et de la formation nécessaires»[6]. Les exigences de base sont également indiquées en matière d'alimentation, d'hygiène et de sécurité.

L'ordonnance permet de garantir, en l'absence de dispositions d'exécution cantonales, une base légale suffisante. Les cantons disposent de compétences très étendues et peuvent formuler d'autres exigences et règlements, dans le domaine de l'accueil extrafamilial.

2.3 Recommandations de la CDAS

En raison de la haute importance sociopolitique de la politique familiale, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales considère déjà la politique familiale comme un thème central et ce, depuis de nombreuses années. En 2007, la CDAS a élaboré avec la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) une déclaration commune comportant six principes directeurs, pour une politique intercantonale dans le domaine de l'accueil extrafamilial de la petite enfance. Il y est également stipulé que la CDAS est compétente pour la coordination intercantonale concernant les structures de jour destinées à la prime enfance. La CDAS a ensuite élaboré des recommandations pour l'accueil extrafamilial de la prime enfance et les a publiées en 2011 dans un rapport[7]. En plus des quatre principes directeurs, elles formulent des recommandations concrètes sur les thèmes suivants:

- Bases juridiques et planification
- Qualité
- Financement

---

[6] OPE, article 15b

[7] cf. Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) (Edition) 2011, Recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) pour l'accueil extrafamilial de la prime enfance, 24 juin 2011

- Autres aspects de la politique sociale et familiale

Les recommandations de la CDAS sur la qualité tiennent compte des aspects suivants:

Compétence en matière de qualité:

„Afin de garantir une exécution uniforme de la loi et un niveau de qualité minimal, il est recommandé d'attribuer aux cantons la compétence en matière de contrôle-qualité des offres de l'AEF. Leur domaine de compétence doit s'étendre autant à l'autorisation d'exploitation et à la surveillance qu'à la définition des normes minimales de qualité. En outre, les cantons doivent offrir des prestations de conseil et d'information"[8][9]

Exigences de qualité:

„Les exigences de qualité de l'AEF du canton doivent contenir des normes minimales quant à la qualité des structures et à la qualité de processus.

Les normes relatives aux normes de qualité des structures recouvrent en particulier les champs suivants:

– *la qualité de l'infrastructure;*
– *le taux d'encadrement;*
– *la formation du personnel;*
– *la prise en charge des enfants ayant des besoins particuliers (tels que les nourrissons, les enfants handicapés physiques et mentaux ou les enfants bénéficiant de mesures favorisant l'intégration linguistique et sociale) ainsi que*
– *les salaires*

Les normes relatives aux normes de processus recouvrent en particulier les champs suivants :

– *la qualité pédagogique et*
– *la qualité de la gestion (en ce qu'elle garantit la réalisation du concept pédagogique).*

(…)"[9]

[8] cf. Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) (Edition) 2011, Recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) pour l'accueil extrafamilial de la prime enfance, 24 juin 2011, page 21.

[9] cf. ibidem

2.4 Recommandations de la Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant kibesuisse

Les lignes directrices de kibesuisse (anciennement KiTaS)[10], sont importantes pour l'élaboration des exigences de qualité dans les différents cantons. Les lignes directrices ne sont certes plus contraignantes, mais servent plutôt de guide. Les lignes directrices servaient de modèle par le passé dans de nombreux cantons, pour l'élaboration ou la révision des exigences cantonales. Elles sont actuellement révisées par la Fédération. Les lignes directrices actuelles présentent divers aspects sur la qualité. Elles comportent, entre autres, des normes sur le taux d'encadrement, sur les exigences de formation du personnel, ainsi que sur le concept pédagogique.[10]

[10] Voir kibesuisse http://www.kibesuisse.ch/fileadmin/user_upload/Kibesuisse/Publikationen/FR-Lignes_directrices_de_qualité_kibesuisse.pdf état mars 2014)

3 Normes cantonales sur le thème de la qualité et application des recommandations de la CDAS

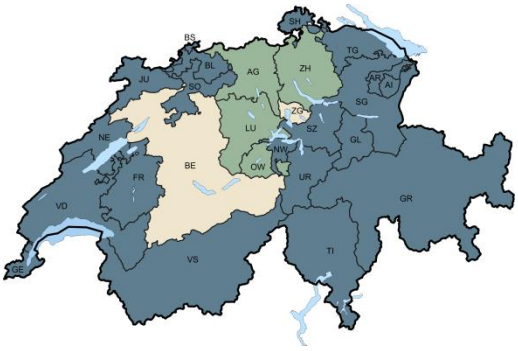
3.1 Responsabilités cantonales pour la qualité

L'autorisation, la surveillance et la règlementation sont en majorité assumées par les cantons

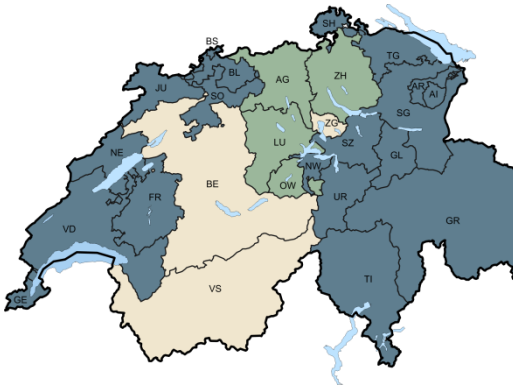
Pour garantir une application uniforme et des standards de qualités homogènes, la CDAS recommande aux cantons d'instaurer au niveau cantonal la responsabilité de l'octroi de l'autorisation d'exploiter, la surveillance et la définition des minimas relatifs aux standards de qualité pour les offres d'accueil extrafamilial. Ces tâches font traditionnellement partie du domaine de compétence des cantons, toutefois l'Ordonnance sur le placement d'enfants prévoit pour les cantons la possibilité de déléguer ces tâches aux autorités communales ou encore à des tiers.

Illustration 3-1: Aperçu des compétences pour l'autorisation, la surveillance, la règlementation des structures d'accueil pour enfants

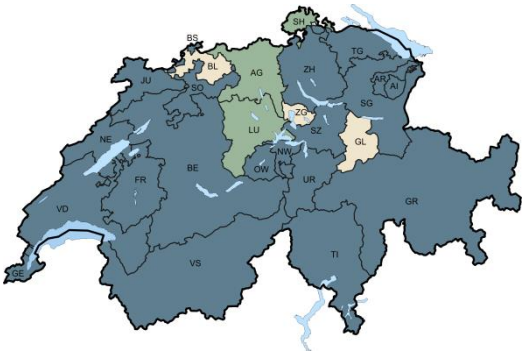
Compétences pour l'autorisation



Compétences pour la surveillance



Compétences pour la règlementation



- Compétences au canton
- Compétences aux communes
- Compétences au canton et aux communes

Source: cf. Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) (Edition) 2011, Recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) pour l'accueil extrafamilial de la prime enfance, 24 juin 2011: Mesures des cantons et des communes www.berufundfamilie.admin.ch, état août 2014

Dans la majorité des cantons, la répartition des compétences correspond aux recommandations de la CDAS: les cantons sont responsables de l'autorisation et de la surveillance des structures d'accueil pour enfants. Seuls sept cantons délèguent cette tâche, au moins partiellement, aux communes ou aux autorités régionales chargées de la protection de l'enfant et de l'adulte. Dans les cantons d'AG, LU, OW et ZH, l'autorisation et la surveillance sont entièrement assurées par les communes. Dans le canton de Berne, les autorités responsables diffèrent selon le type d'institution: pour les institutions subventionnées, la compétence revient aux communes, pour les institutions privées non subventionnées c'est le canton qui en a la charge. ZG délègue la surveillance, mais la supervise néanmoins. En VS la loi prévoit que la surveillance puisse être déléguée aux communes. Les bases légales se réfèrent en majorité aux lois cantonales ou communales sur l'aide sociale, les foyers et le placement d'enfants. Par contre, dans les cantons romands de GE et VD et en Suisse centrale OW et ZG, des lois spécifiques ont été édictées sur les structures d'accueil.

La réglementation est aussi majoritairement du ressort des cantons. Comme c'est déjà le cas pour l'autorisation et la surveillance, les cantons d'AG et de LU délèguent également la réglementation aux communes. Dans les cantons d'OW, ZG et ZH par contre, les lois cantonales prévoient certaines normes sur l'organisation de l'offre. Le canton de SH est un cas particulier, qui donne en principe la compétence aux communes pour la réglementation, mais se charge de la surveillance et de l'autorisation. Dans le cadre de la procédure d'autorisation, le canton émet aussi des exigences quant à la formation du personnel et aux locaux. Les cantons de GL et BL ont également délégué au moins une partie des compétences. Même si dans les autres cantons, les compétences restent en principe sur le plan cantonal, les communes se réservent le droit d'établir des normes communales allant au-delà des normes cantonales.

Le canton comme instance de conseil

La plupart des cantons offrent en outre un service d'information et de conseil pour la mise en place de structures. Les cantons répondent ainsi à une autre recommandation de la CDAS. Ce service est presque exclusivement assuré par un service cantonal, par l'office ou la Direction responsables. Seuls les cantons d'AR et TI travaillent, au moins pour cette tâche, en collaboration avec des tiers. Aucune offre de conseil n'existe dans les plus petits cantons à caractère rural, tels que AI, GL, NW, SZ, SH et UR.[11] On peut éventuellement l'expliquer par le fait que le nombre d'offres est proportionnellement réduit dans ces cantons, et que la prestation de conseil se fait sur un plan plus informel.

Concernant la responsabilité relative à la qualité, on constate en général que les exigences cantonales correspondent le plus souvent à celles de la CDAS. Les responsabilités pour l'autorisation, la surveillance et la règlementation reviennent, à quelques exceptions près, aux

[11] Plate-forme d'information „Conciliation travail-famille" l'offre de conseil du canton de Lucerne n'est pas mentionnée. Dans ce canton, un service est chargé des questions sociales (Fachstelle Gesellschaftsfragen FGF), il fait partie du Dienststelle Soziales und Gesellschaft (DISG).

cantons. Ils se chargent de plus de l'information et du conseil. Une application uniforme au sein des cantons, ainsi que des normes minimales de qualité, peuvent ainsi être garanties.

3.2 Aperçu des normes de qualité des cantons

Une bonne relation entre les enfants et le personnel d'encadrement, l'engagement de personnel qualifié, ainsi qu'une approche pédagogique commune et clairement définie, sont des facteurs d'influence importants pour la qualité de l'encadrement des enfants dans les structures d'accueil. L'approche pédagogique est en principe détaillée dans le concept pédagogique. Les normes légales sur la qualité des structures d'accueil comprennent donc en général des dispositions sur le concept pédagogique, le taux d'encadrement et la formation du personnel. A la qualité de l'encadrement s'ajoutent des facteurs de qualité importants tels que: des locaux adéquats, des standards de sécurité et d'hygiène élevés, ainsi qu'une alimentation saine et équilibrée.

Les recommandations de la CDAS pour les normes de qualité se basent essentiellement sur ces critères de qualité. Elles stipulent concrètement que: „les exigences de qualité de l'AEF édictées par les cantons doivent contenir des normes minimales quant à la qualité des structures et à la qualité des processus. Les normes relatives à la qualité des structures recouvrent en particulier la qualité de l'infrastructure, le taux d'encadrement, la formation du personnel, la prise en charge des enfants ayants des besoins particuliers (tels que les nourrissons, les enfants handicapés physique ou mentaux ou bénéficiant de mesures favorisant l'intégration linguistique et sociale) ainsi que les salaires. Les normes relatives à la qualité des processus recouvrent en particulier la qualité pédagogique et la qualité de la gestion (en ce qu'elle garantit la réalisation du concept pédagogique). (…)"[12]. La CDAS ne précise pas davantage le contenu de ces normes.

L'illustration 3-2 ci-après montre quelles normes existent dans quels cantons, quels chefs-lieux établissent des normes communales allant au-delà des normes cantonales et sur quelle base légales ces normes sont établies. Ce récapitulatif se base sur la plateforme d'information «Conciliation travail-famille». Celle-ci contient uniquement les normes publiquement accessibles. Les normes ne s'appliquant pas à des contrats de prestation de droit public (comme celles du canton d'Uri), les normes ou directives internes, ne sont pas prises en compte dans ce récapitulatif.

[12] cf. Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) (Edition) 2011, Recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) pour l'accueil extrafamilial de la prime enfance, 24 juin 2011.

Illustration 3-2: Aperçu des exigences de qualité pour les structures d'accueil pour enfants dans chaque canton

Canton	Concept pédagogique	Formation du personnel	Taux d'encadrement	Salaire	Locaux	Sécurité	Hygiène	Alimentation	Heures d'ouverture
AG	3b)	3b)	3b)		3b)	3b)			
AI									
AR									
BE	2)	2)	2)	2)	2)	2)	2)		2) + 2)
BL	3b)	3b)	3b)		3b)				
BS	3b)	3b)	3b)		3b)	3b)	3b)	3b)	3b)*
FR	3b)	3b)	3b)		3b)	3b)	3b)		3b)
GE	3a) + 3b)	3a)	3a)	1) + 3b)	3b) + 3b)	3b)	3b)	3b) + 3b)	3a) + 3a)*
GL		3b)	3b)			3b)			
GR	3b)	3b)	3b)		3b)	3b)	3b)	3b)	
JU	3b)	3b)	3b)	3b)	3b)	3b)	3b)	3b)	3b)*
LU	3b)	3b)	3b)	3b)	3b)	3b)	3b)		
NE	3a)	3a)	3a)		3a)	3a)	3a)	3a)	3a)*
NW	3b)	3b)	3b)		3b)	3b)	3b)		
OW	3b)	3b)	3b)		3b)		3b)		
SG	3b)	3b)	3b)		3b)				
SH	3a)	3b) + 3a)	3a)	2)	3b) + 3a)				3a)
SO	3b) + 3b)	3b)	3b) + 3b)		3b)	3b)	3b)	3b)	
SZ	3b)	3b)	3b)		3b)				
TG	3b)	3b)	3b)		3b)	3b)	3b)		
TI	3a)	3a)	3a)		3a)	3a)	3a)	3a)	3a)
UR									
VD	3b) + 3b)	3a)	3b)	3b)	3b)	3b)	3b)		
VS	2)	2)	2)	2)	3b)	3b)	2)	3b)	2)*
ZG	2)	2) + 3b)	2) + 3b)		2) + 3b)	2) + 3b)	2) + 3b)	2) + 3b)	
ZH	3b) + 3b)	3b)	3b) + 3b)	3b)	3b)	3b)			

Légende:		Exigences cantonales		Exigences communales		Exigences cantonales et communales
Plan juridique :	1)	Loi	2)	Ordonnance	3a)	Règlement
					3b)	Lignes directrices, normes

Source: Plate-forme d'information „Conciliation travail-famille" : mesures cantonales et communales www.berufundfamilie.admin.ch, état août 2014

Ce récapitulatif montre que 21 cantons au moins émettent des standards minimum légaux, concernant les normes de qualité dans le domaine de l'accueil extrafamilial. Sur 21 cantons, 7 ont au moins partiellement réglementé des points particuliers sur le plan communal. Les cantons d'AG, LU et SH délèguent entièrement la responsabilité de la réglementation aux communes et les normes n'y sont par conséquent établies que sur le plan communal. Ces cantons fixent des normes claires dans le cadre de l'exécution, qui ne sont toutefois pas formulées dans des documents publics. Il n'existe pas de normes officielles dans les deux cantons d'Appenzell et d'Uri, bien que ces cantons ne délèguent pas non plus la responsabilité de la réglementation. Dans le canton d'UR, les questions de qualité sont réglées dans des contrats de prestations de droit privé. Dans le canton d'AI, les normes de kibesuisse s'appliquent pour l'autorisation, et en AR, les organes responsables se basent sur les normes du canton de SG. Dans les autres cantons, les critères de qualité sont fixés par des règlements officiels, des lignes directrices ou des consignes. Seuls les cantons de BE, VS et ZG[13] fixent des dispositions par voie d'ordonnance.

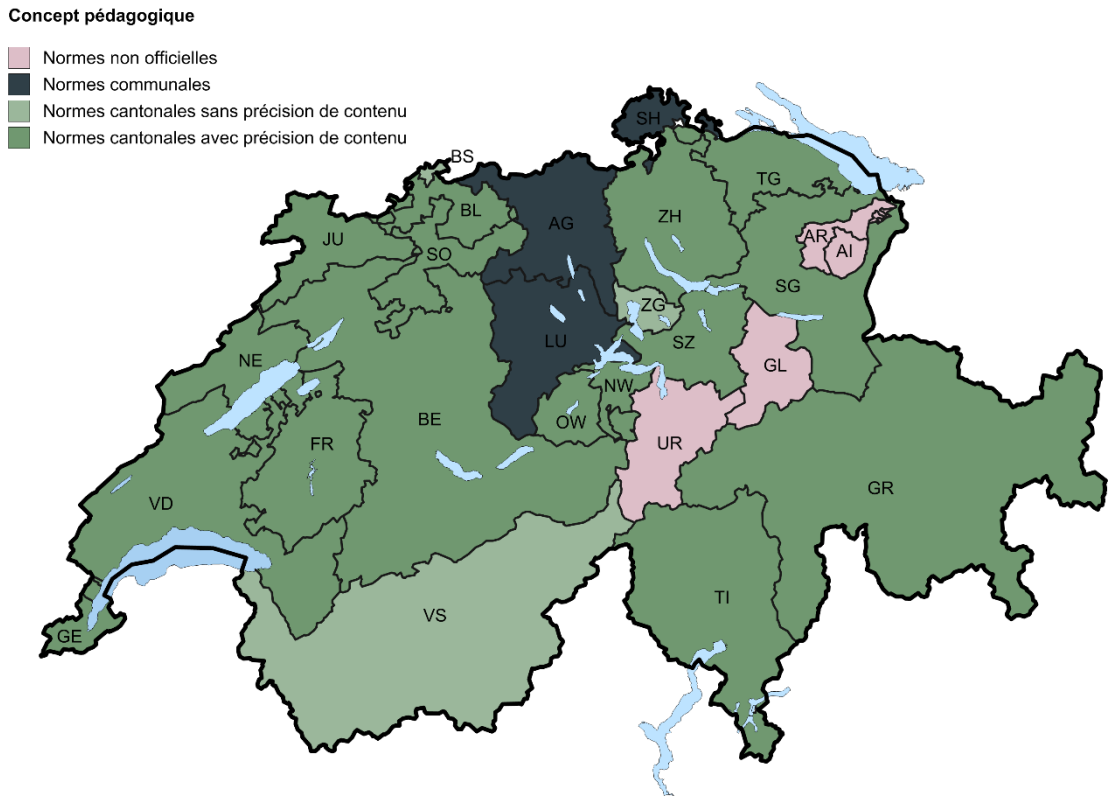
Le tableau montre clairement l'importance des normes relatives au concept pédagogique, à la formation du personnel et au taux d'encadrement. Dans la mesure où les normes cantonales sur l'accueil extrafamilial des enfants existent, elles comprennent des dispositions sur ces trois aspects. Seul le canton de Glaris renonce à mentionner de manière explicite le concept pédagogique. Dans les paragraphes suivants, les normes relatives à ces trois domaines, sont analysées en détail.

[13] En ville de Schaffhouse les normes sur les salaires sont fixées dans le cadre d'une ordonnance. A Genève les normes salariales sont même fixées partiellement dans la législation.

3.3 Focus sur le concept pédagogique

Le concept pédagogique est la clé de voûte d'une structure d'accueil. Le concept pédagogique précise les principes d'une structure – souvent énoncés dans sa charte – et indique comment ceux-ci doivent être mis en pratique dans le travail quotidien. Ce concept doit idéalement décrire les points suivants: objectifs d'éducation et de formation, planification et conception du travail pédagogique, conception pédagogique-didactique par rapport au déroulement de la journée, acclimatation, inclusion et participation des enfants, observation des enfants et documentation, accents spécifiques de l'offre, aménagement de l'espace et des équipements, formes et méthodes de collaboration avec les parents et conception du travail d'équipe.[14] Le contenu du concept pédagogique forme donc la pierre angulaire d'un encadrement de qualité.

Illustration 3-3: Aperçu des exigences cantonales en matière de «concept pédagogique»



Source: Plateforme d'information „Conciliation travail-famille: mesures cantonales et communales" www.berufundfamilie.admin.ch, état août 2014

En édictant des normes spécifiques en matière de concept pédagogique, les cantons ont la possibilité d'influencer directement la qualité des processus des structures d'accueil. La

[14] Voir à ce sujet Margrit Stamm (2012), Qualität und frühkindliche Bildung, Grundlagen und Perspektiven für die Qualitätsentwicklung von vorschulischen Angeboten. Online im Internet: http://www.forumbildung.ch/images/uploads/datenbank_dokumentation/textdokumente/fruehe_bildung/Dossier_Stamm.pdf (2.4.2015)

CDAS recommande par conséquent à ses membres d'inclure dans leurs règlements sur les structures d'accueil des normes relatives à la qualité pédagogique et au contrôle de la mise en œuvre du concept pédagogique. Comme Illustration 3-2 le montre bien, dix-neuf cantons ont des normes cantonales accessibles au public (vert foncé et vert clair). Cinq d'entre eux (BE[15], GE, SO, VD, ZH) ont édicté des normes communales en plus des normes cantonales. Dans sept cantons (AG, AI, AR, GL, LU, SH, UR) il n'existe pas de normes cantonales. Les cantons d'AG, LU et SH (bleu foncé) ont édicté des normes communales. Dans les autres cantons (rose), il n'existe pas de normes officielles. Les discussions avec les spécialistes compétents de ces cantons ont néanmoins révélé que l'autorisation n'est délivrée que dans la mesure où un concept pédagogique est établi. Les cantons d'AI et UR se réfèrent aux normes de kibesuisse; le canton d'AR reprend les normes du canton de SG.

Un concept pédagogique basé sur des normes cantonales, communales ou des normes officieuses, est donc requis dans chacun des 26 cantons. A l'exception des cantons VS et ZG, les normes comprennent aussi des exigences quant au contenu du concept pédagogique. Ces exigences sont formulées de manière plutôt générale et définissent les aspects mentionnés ci-dessus comme: les principes socio-pédagogiques, les valeurs/buts, méthodes/activités, encadrement/stimulation/éducation, formation/formation continue et développement de la qualité, l'emploi du temps et la collaboration avec les parents. En revanche, la plupart n'émettent pas d'exigences plus concrètes ni de standards minimaux. Un exemple de canton disposant d'indications très précises au sujet du concept pédagogique est le canton de St-Gall. Sur la page d'accueil du site www.kita-kompass-sg.ch, le canton présente une série d'informations relatives au contenu et aux exigences en matière de concept pédagogique, nécessaires pour obtenir une autorisation. On y trouve des indications sur les aspects suivants: approche pédagogique, approche de la problématique de la diversité, collaboration avec les parents, organisation de la vie quotidienne, procédés d'observation et de documentation, stimulation et méthodes, manière d'envisager les interactions (contacts sociaux) et les relations, les transitions (acclimatation, changement de groupe, départ, accueil et séparation), les repas, le repos et la sieste, ainsi que l'hygiène corporelle. A cet effet, le canton de SG se base beaucoup sur le „cadre d'orientation pour la formation, l'accueil et l'éducation de la petite enfance en Suisse"[16]. Avec les cantons d'AR[17] et du JU, SG fait partie des rares cantons à mettre un modèle à disposition.[18] Mais il présente plutôt un cadre général. Les cantons de BS, VS, ZG et de ZH, de même que la ville d'Aarau, ne livrent aucun commentaire quant au contenu.

Dans la mesure où peu d'indications sont données quant au contenu des concepts pédagogiques, il n'est pas étonnant que la plupart des cantons n'instaurent pas de contrôle pour vérifier si ces concepts pédagogiques sont mis en pratique. Seuls les cantons de SZ et SG et AR, exigent des contrôles et des mises à jour régulières. Les cantons de BL, GL, JU,

---

[15] A Berne uniquement pour les institutions de la ville.

[16] Voir à ce sujet l'Institut Marie Meierhofer: http://www.mmi.ch/orientierungsrahmen.html (31.03.2015).

[17] Le canton d'AR n'a pas de données officielles, mais applique officieusement les règles de SG.

[18] Certains cantons fournissent néanmoins sur demande des modèles ou des exemples de concept pédagogique. Mais ceux-ci ne sont pas publiquement accessibles et les cantons n'ont pas l'obligation de les fournir.

SO précisent toutefois dans la loi que l'élaboration du concept pédagogique est un processus continu, pour lequel il est recommandé de procéder à une mise à jour régulière.

Dans les cantons d'AG, LU et SH, la réglementation est déléguée aux communes. Le canton de LU propose comme aide aux communes diverses informations présentées sur le site www.kinderbetreuung.lu.ch, dont ses "Critères de qualité pour les structures d'accueil pour enfants dans le canton de Lucerne" de l'association des communes lucernoises (VLG). Le canton d'Argovie a conclu un contrat de prestation avec le service privé Enfants et Familles, pour conseiller et informer les communes.

Les recommandations de la CDAS relatives aux exigences en matière de qualité des processus ne se retrouvent donc que partiellement dans les normes cantonales. Tous les cantons requièrent un concept pédagogique comme condition d'obtention d'une autorisation, pour s'assurer d'une certaine qualité pédagogique. Mais ils ne formulent pas d'exigences contraignantes au niveau législatif quant au contenu ou au contrôle de sa mise en œuvre.

3.4 Focus sur la formation du personnel d'encadrement

L'importance de disposer d'un personnel bien formé et l'influence de cet aspect sur la qualité, sont unanimement reconnus par les spécialistes. L'OPE précise déjà que le personnel doit disposer de qualifications suffisantes pour être apte à encadrer des enfants. Ces exigences relatives à la formation du personnel des structures d'accueil sont précisées dans toutes les normes cantonales: 21 cantons disposent de normes accessibles au public. Les cantons de SH et ZG se sont dotés de normes communales en plus des normes cantonales. Dans 5 cantons (AG, AI, AR, LU, UR) il n'existe pas de documents officiels, mais dans les cantons d'AG et de LU, la formation est réglée sur le plan communal, tandis que dans les trois autres, elle est précisée dans des documents non officiels.

Une majorité des cantons (23) mentionne explicitement des formations comme condition minimum. Les filières citées sont: CFC d'assistant-e socio-éductaif; CFC d'éducateur-trice de la petite enfance[19]; dipl. d'éducateur-trice de la petite enfance (HF), ou d'éducateur-trice sociale ES/HES. Des profils proches, assortis de compétences sociales ou pédagogiques, sont généralement acceptés. Lorsqu'il s'agit d'une formation accomplie à l'étranger ou si le profil de la formation n'est pas clair, c'est généralement l'autorité qui délivre les autorisations qui est la dernière instance de décision. De nombreux cantons (AI, AR, BE, GR, LU, SG, SZ, TG, ZG) renvoient de plus directement à la liste de SavoirSocial[20].

Pour la direction de la structure, la majorité des cantons exigent en plus des qualifications spécifiques. Une expérience de deux à cinq ans est en particulier requise, ainsi qu'une

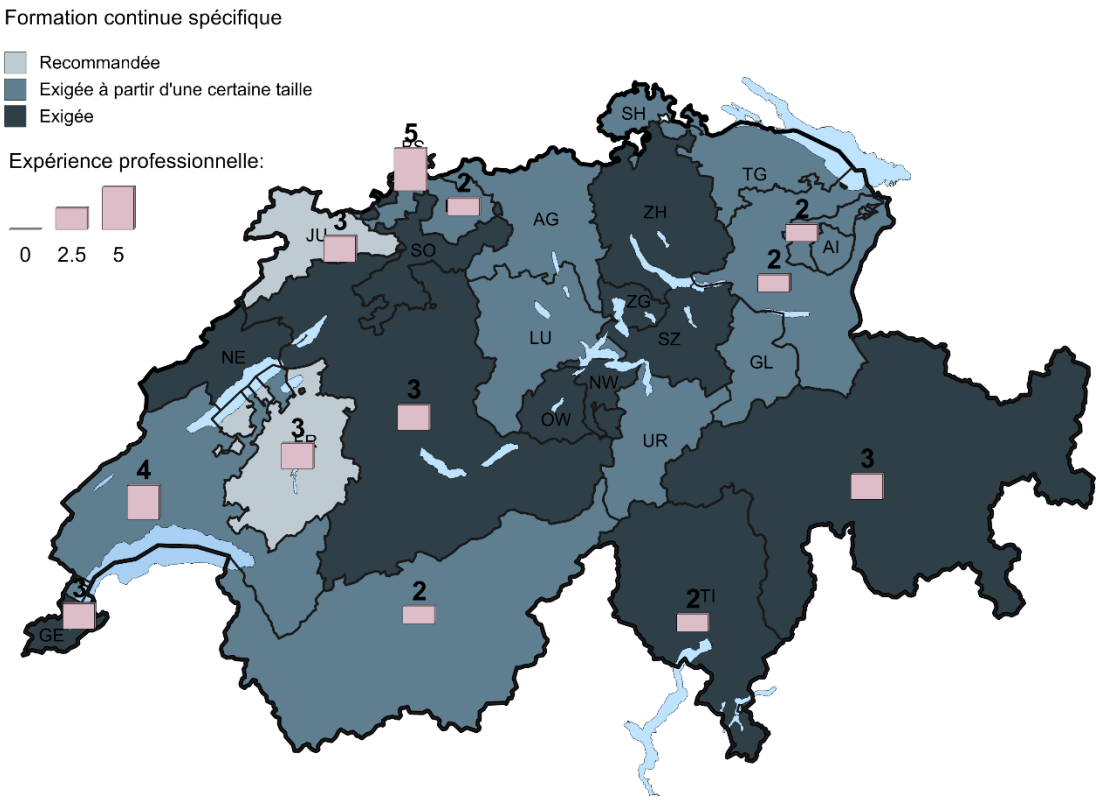
[19] Le terme éducatrice de la petite enfance désignait ancienennement l'apprentissage d'assistant socio-éducatif. Il est toutefois encore souvent employé dans les bases légales.

[20] Voir SavoirSocial (2013), Assistant-e socio-éducatif, exigences minimales posées aux formatrices et formateurs reconnus, lien vers doc. en ligne: http://savoirsocial.ch/formation-professionelle-initiale-ase/l2019entreprise-formatrice/formateurs-formatrices/fabe-betriebe-mindestanforderungen-an-berufsbildner-150706-f.pdf (2.4.2014)

formation complémentaire de cadre, ou l'acquisition de compétences en gestion. Comme le montre

Illustration 3-1, les exigences minimales relatives à l'expérience professionnelle sont surtout requises en Suisse romande. Mais certains cantons suisses alémaniques et le Tessin émettent de semblables exigences. On demande une expérience professionnelle de deux (par ex. TI ou SG) jusqu'à cinq ans (GE, BS). Contrairement à l'expérience professionnelle, la formation en gestion est requise dans plusieurs cantons à partir d'une certaine taille de structure, la plupart du temps à partir de deux groupes d'enfants (AI, AR, BL, GL, LU, SG, SH, TG, VD, ZG). Dans les cantons de BE, SO, SZ, ZH, cette formation est exigée indépendamment de la taille de la structure. Il faut noter que les cantons de Suisse latine surtout (GE, VD, TI, mais aussi ZG), accordent plus de poids à la formation de niveau tertiaire et la mentionnent expressément comme condition pour accéder à un poste de direction. Cela tient surtout au fait que la formation de niveau tertiaire dans le domaine de l'accueil extrafamilial, repose sur une plus longue tradition en Suisse romande. En Suisse alémanique, c'est seulement ces dernières années qu'une telle formation de niveau ES a été mise sur pied. A contrario, la formation d'assistant-e socio-éducatif est encore peu répandue en Suisse romande.

Illustration 3-4: Aperçu des exigences spécifiques imposées aux directions des structures



Source: Plateforme d'information „conciliation travail-famille: mesures cantonales et communales" www.berufundfamilie.admin.ch, état 2014

En plus de la formation de base, 15 cantons recommandent (AR, BE[21], BS[22], JU, LU, NW, OW, SG, SZ) voire exigent (AR, BE[21], BS[Fehler! Textmarke nicht definiert.2], GE, GR, SO en fonction d'exigences particulières, TG, VS), que le personnel suive régulièrement des cours de formation continue spécifiques.

Hormis la formation, les cantons n'imposent guère de norme au personnel. Dans certains cas, la loi cantonale mentionne comme condition les aptitudes personnelles, techniques et physiques, déjà énoncées dans l'OPE. Dans les cantons d'AR et TG, on demande, comme spécifié dans les normes de kibesuisse, que le personnel spécialisé maîtrise la langue locale (langue maternelle ou bonnes connaissances). Les cantons de GL, NE, SO, exigent de plus un extrait du casier judiciaire.[23]

On peut constater en somme que des exigences minimales relatives au personnel sont fixées dans tous les cantons. Sur ce point, les normes cantonales correspondent donc aux recommandations de la CDAS sur la qualité des structures.

3.5 Focus sur le taux d'encadrement

Les notions de taux ou ratio d'encadrement sont souvent employées comme synonymes dans les documents source. Dans le cadre de ce travail, le terme „ratio d'encadrement" est utilisé pour désigner le rapport effectif entre les enfants et le personnel d'encadrement. Le taux d'encadrement comprend en revanche d'autres exigences comme celles relatives à la taille des groupes et au nombre de personnes affectées par groupe. Le ratio d'encadrement est déduit des données relatives au taux d'encadrement.

illustration 3-5: Exigences relatives au taux d'encadrement dans les cantons

	Personnel d'encadrement / par groupe	Part du personnel formé	Taille maximale des groupes	Facteur de pondération pour tranches d'âge particulières	Ratio d'encadrement
AG (ville d'Aarau)	2	50%	0-1.5 ans: 6 âges mixtes: 12	Jusqu'à 18 mois: 1.5 Dès l'EE: 0.75	0-1.5 ans: 1/3 1.5-4 ans: 1/5 4-6 ans: 1/6.65
AI (non publié)	2	50%	âges mixtes: 12	Jusqu'à 18 mois: 1.5 Dès l'EE: 0.75	0-1,5 ans: 1/4 1,5-4 ans: 1/6 4-6 ans: 1/8
AR (non publié)	2	50%-60%		Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-1.5 ans : 1/3 Dès 1.5 ans : 1/7
BE	2	50%	âges mixtes: 12	Jusqu'à 12 mois:	0-1,5 ans: 1/4

[21] A Berne, la formation continue est recommandée aux structures d'accueil pour enfants non subventionnées. Si la structure est subventionnée, on exige du personnel qu'il suive une formation continue régulière.

[22] A Bâle, seule la direction des structures est tenue de suivre une formation continue, elle est néanmois recommandée au personnel d'encadrement.

[23] L'extrait du casier judiciaire est régulièrment demandé, les capacités personnelles et physiques sont souvent contrôlées, sans que cela ne soit explicitement exigé.

				1.5	1,5-6 ans: 1/6
BL	2	50%	âges mixtes: 12	Jusqu'à 18 mois: 1.5 Dès l'EE: 0.75	0-1,5 ans: 1/4 1,5-4 ans: 1/6 4-6 ans: 1/8
BS	2	50%	Jusqu'à 3 ans: 10 Dès 3 ans: 12	Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-1.5: 1/3.3 1.5-3 ans : 1/5 Dès 3 ans : 1/6
FR [a)]		66%			0-2 ans: 1/4 2-4 ans: 1/6 4-6 ans: 1/8
GE [a)]		66%			0-1 ans: 1/4 1-2 ans: 1/5 2-3 ans: 1/8 3-4 ans: 1/10
GL	2	50%	0-2 ans: 6 2-4 ans: 12 4-8 ans: 16	Jusqu'à 24 mois: 1.5 Dès l'EE: 0.75	0-2 ans: 1/3 2-4 ans:1/6 4-8 ans: 1/8
GR	2	50%	âges mixtes: 12	Jusqu'à 12 mois: 1.5	0-1 ans: 1/4 Dès 1 an: 1/6
JU [a)]		100%		-	0-2 ans: 1/5 2-4 ans: 1/8 4-6 ans: 1/12
LU (ville de Lucerne)	2	50%	Pas d'exigence	Jusqu'à 18 mois: 1.5 De 3 ans jusqu'à l'EE: 0.8	0-1.5: 1/3.3 1.5-3 ans : 1/5 Dès 3 ans : 1/6.25
NE [a)]		66%		-	0-2 ans: 1/5 2-4 ans: 1/8 4-6 ans: 1/12 Plus de 6 ans: 1/18
NW	2	50%	Jusqu'à 3 ans: max. 10 places Dès 3 ans: max. 12 places	Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-1.5: 1/3.3 1.5-3 ans : 1/5 Dès 3 ans : 1/6
OW	2	50%	Jusqu'à 3 ans: max. 10 places Dès 3 ans: max. 12 places	Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-1.5: 1/3.3 1.5-3 ans : 1/5 Dès 3 ans : 1/6
SG	2	50%-60%		Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-1.5 ans : 1/3 Dès 1.5 ans : 1/7
SH (ville de Schaffhouse)	2	50%	En âge préscolaire: 10 enfants par groupe	Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-1.5: 1/3.3 1.5-4 ans : 1/5 Dès 4 ans : 1/6
SO	2	33-50%	Groupes d'âges mixtes: 12 0-3 ans (groupe de tout petits): 10	Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-1.5: 1/3.3 1.5-3 ans : 1/5 Dès 3 ans : 1/6
SZ	2	50%	8	Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-18 mois: 1/2.7 Dès 18 mois: 1/4
TG	2	50%	max. 12 places (groupes d'âge mixtes)	Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-18 mois: 1/4 dès 18 mois: 1/6
TI [a)]		33%	-	-	0-1 ans: 1/4 1-2 ans: 1/5 2-3 ans: 1/8 Plus de 3 ans: 1/12
UR	2	50%	max. 12 places (groupes d'âges mixtes)	Jusqu'à 18 mois: 1.5 Dès l'EE: 0.75	0-1,5 ans: 1/4 1,5-4 ans: 1/6 4-6 ans: 1/8
VD [a)]		80%	-	-	0-2 ans: 1/5 2-3 ans: 1/7 3-4 ans: 1/10 Plus de 4 ans: 1/12
VS [a)]		66%	-	-	Groupes d'âges spécifiques:

					0-2.5 ans: 1/5 2.5-4 ans: 1/7 4-6 ans: 1/10 Groupes d'âges mixtes: 1.5-6 ans: 1/8
ZG	2	50%	0-3 ans: 9 places 3 ans jusqu'à KG: 14 places EE jusqu'à 12 ans: 18 places Groupes d'âges mixtes: 12 places	Jusqu'à 18 mois: 1.5	0-1.5 ans: 1/3 1.5-3 ans: 1/4.5 3 ans jusqu'à l'EE: 1/7 EE jusqu'à 12 ans: 1/ 9 Groupes d'âges mixtes: 1/6
ZH	2	50%	Âges mixtes: 11	Jusqu'à 18 mois: 1.5 Dès l'EE: 0.5	0-18 mois: 1/3.5 Dès 18 mois: 1/5.5

Source: Plateforme d'information „conciliation travail-famille: mesures cantonales et communales" www.berufundfamilie.admin.ch, état août 2014

Rem.: **a)** Dans certains cantons, le ratio d'encadrement est précisé dans la loi cantonale, dans d'autres cantons, le ratio d'encadrement est déduit sur la base des normes relatives à la taille des groupes, au nombre d'employés par groupe et à la pondération des places**.**

Illustration 3-6: Normes sur le nombre d'enfant par personne assurant l'encadrement

	Âge	Nombre d'enfants
Ville d'Aarau[a)]	0	3
	1[b)]	3
	2	5
	3	5
	4	6.65
	5	6.65
AI[c)]	0	4
	1[b)]	4
	2	6
	3	6
	4	8
	5	8
AR[c) d)]	0	3
	1[b)]	3
	2	7
	3	7
	4	7
	5	7
BE	0	4
	1[b)]	4
	2	6
	3	6
	4	6
	5	6
BL	0	4
	1[b)]	4
	2	6
	3	6
	4	8
	5	8
BS	0	3
	1[b)]	3
	2	5
	3	6
	4	6
	5	6
FR	0	4
	1	4
	2	6
	3	6
	4	8
	5	8
GE	0	4
	1	5
	2	8
	3	10
	4	k.A
	5	k.A.
GL	0	3
	1	3
	2	6
	3	6
	4	8
	5	8
GR	0	4
	1	6
	2	6
	3	6
	4	6
	5	6
JU	0	5
	1	5
	2	8
	3	8
	4	12
	5	12
Ville de Lucerne[a)]	0	3.3
	1[b)]	3.3
	2	5
	3	6.25
	4	6.25
	5	6.25
NE	0	5
	1	5
	2	8
	3	8
	4	12
	5	12
NW	0	3.3
	1[b)]	3.3
	2	5
	3	6
	4	6
	5	6
OW	0	3.3
	1[b)]	3.3
	2	5
	3	6
	4	6
	5	6
SG[d)]	0	3
	1[b)]	3
	2	7
	3	7
	4	7
	5	7
Ville de Schaff-house[a)]	0	3.3
	1[b)]	3.3
	2	5
	3	5
	4	6
	5	6
SO	0	3.3
	1[b)]	3.3
	2	5
	3	6
	4	6
	5	6
SZ	0	2.7
	1[b)]	2.7
	2	4
	3	4
	4	4
	5	4
TG	0	4
	1[b)]	4
	2	6
	3	6
	4	6
	5	6
TI	0	4
	1	5
	2	8
	3	12
	4	12
	5	12
UR[c)]	0	4
	1[b)]	4
	2	6
	3	6
	4	8
	5	8
VD	0	5
	1	5
	2	7
	3	10
	4	12
	5	12
VS	0	5
	1	5
	2[e)]	5
	3	7
	4	10
	5	10
ZG	0	3
	1[b)]	3
	2	4.5
	3	7
	4	7
	5	9
ZH	0	3.5
	1[b)]	3.5
	2	5.5
	3	5.5
	4	5.5
	5	5.5
kibe-suisse	0	4
	1[b)]	4
	2	6
	3	6
	4	8
	5	8

Source: Plateforme d'information „conciliation travail-famille: mesures cantonales et communales" www.berufundfamilie.admin.ch, état août 2014

Rem.: a) Pas de norme cantonale, réglementation déléguée sur le plan communal; b) Valable pour les enfants jusqu'à 18 mois; c) Seulement des normes non officielles; d) Règles effectives dépendant du mode d'encadrement choisi selon Kita Kompass SG; e) Valable pour les enfants jusqu'à 2 ans et demi

Le taux d'encadrement est la norme de qualité à laquelle le public prête le plus d'attention. Dans la mesure où cette norme influence directement les coûts, sa réglementation est particulièrement souvent sujette à débat. Dans la documentation spécialisée, le taux d'encadrement est aussi régulièrement soumis à des discussions et à des comparaisons internationales. Indépendamment de l'aspect pédagogique et du personnel nécessaire pour le garantir, le taux d'encadrement offre au législateur une bonne opportunité d'influencer directement la qualité de l'encadrement. D'importants critères de qualité comme le nombre d'employés par groupe, la taille des groupes, la part de personnel qualifié ou l'équilibre concernant les tout-petits, sont de fait réglés par le taux d'encadrement.

Comme en ce qui concerne la formation du personnel, tous les cantons émettent aussi des normes au sujet du taux d'encadrement. Le même constat s'applique ici: dans la mesure où il n'existe pas de documents officiels sur le plan cantonal, le taux d'encadrement est fixé soit sur le plan communal (AG, LU, SH) soit dans des contrats de prestation non publiés ou dans des normes de procédure (AR, AI, UR).

Les comparaisons entre normes cantonales relatives au taux d'encadrement doivent être interprétées de manière très prudente. Le ratio d'encadrement se différencie en fonction de l'âge des enfants et de la composition des groupes[24], bien que l'âge des groupes ne soit pas défini de façon homogène. Une difficulté supplémentaire apparaît du fait que le ratio d'encadrement n'est pas défini partout de la même façon. Dans les cantons suisses alémaniques le ratio d'encadrement est rarement énoncé explicitement, mais se déduit de la combinaison entre la taille maximale des groupes, le nombre d'employés affecté par groupe et l'éventuelle pondération pour certaines catégories d'âge. En Suisse romande en revanche, le ratio d'encadrement est directement défini. Compte tenu de toutes ces réserves, le tableau ci-dessus fournit un aperçu du nombre d'enfants affecté par personne assurant l'encadrement des enfants en fonction de leur âge, dans chaque canton.

Le tableau montre que le principe suivant s'applique: plus jeunes sont les enfants, moins ils sont nombreux à être encadrés par une seule personne. On différencie à cet égard les tout-petits, les enfants jusqu'à l'école enfantine et à partir de l'école enfantine. A l'exception des cantons de GR et de BE, Les cantons suisses alémaniques classent dans le groupe des tout-petits les enfants jusqu'à 18 mois. Dans les cantons de GR et BE en revanche, les enfants jusqu'à 12 mois seulement, appartiennent à cette catégorie. Les cantons de TI et de GE appliquent la même limite d'âge. GE est donc une exception en Suisse romande, car les autres cantons romands rangent dans cette classe d'âge les enfants âgés entre 0 et deux ans, en Valais même jusqu'à deux ans et demi.

Dans les documents officiels des cantons suisses alémaniques, ces ratios d'encadrement ne sont souvent pas énumérés un par un, mais peuvent être déduits des normes relatives aux taux d'encadrement. Le législateur établit que deux personnes au minimum doivent être affectées à l'encadrement d'un groupe, et qu'au moins l'une des deux doit disposer d'une formation reconnue. La taille maximale des groupes varie entre 10 et 12 personnes. Il en

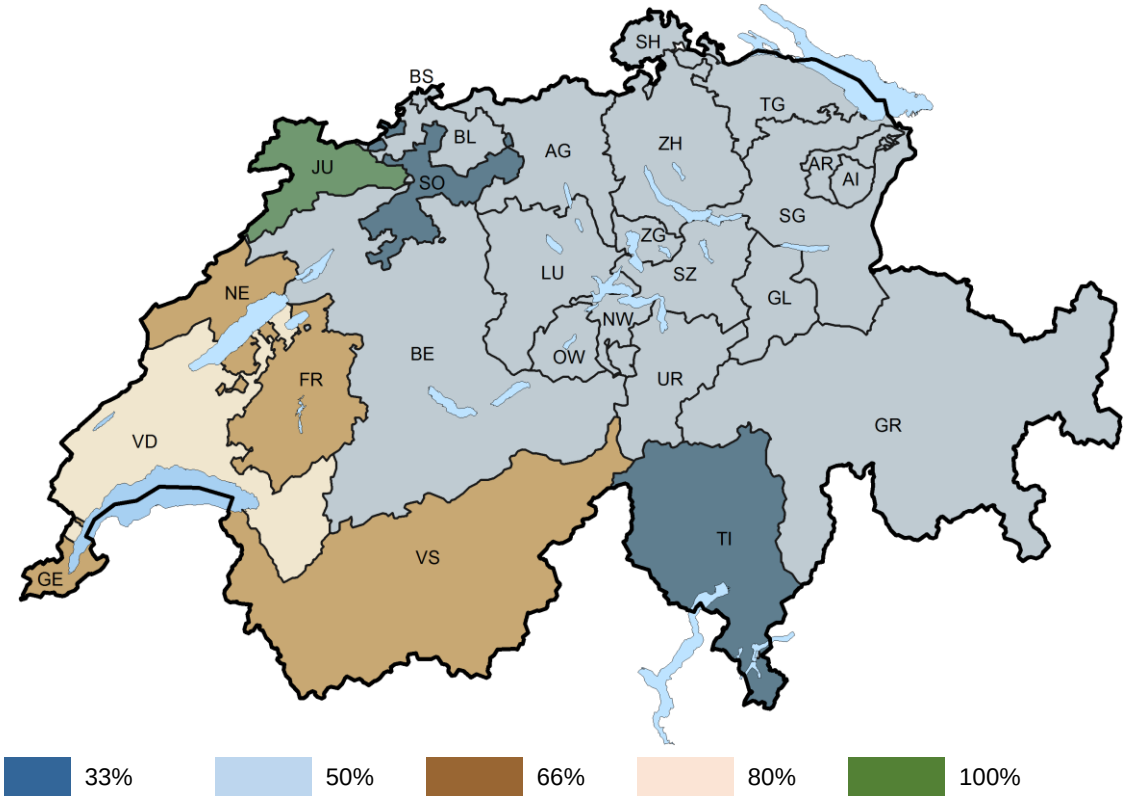
[24] D'autres règles s'appliquent en partie selon qu'il s'agit de groupes d'âge mixtes ou de groupes d'âge homogènes.

résulte un ratio d'encadrement de 1:5 (Aarau, BS, NW, OW, SH, SO, SZ ainsi que la ville de Lucerne) ou 1:6 (AI, AR, BL, BE, GL, GR, SG, TG). Les tout-petits occupent en règle générale 1.5 places d'accueil, ce qui réduit le ratio d'encadrement pour cette tranche d'âge à 1:3 voire 1:4. Il s'agit plutôt d'une valeur théorique, dans la mesure où dans plusieurs cantons, le nombre de bébés est limité à deux par groupe au maximum. Parfois, quand il s'agit de groupes uniquement composés de bébés, la taille maximale du groupe est limitée à 6 enfants par groupe. En contrepartie, les enfants en âge de fréquenter l'école enfantine ou en âge scolaire n'occupent que 0.75 ou 0.5 places d'accueil, ce qui représente un plus grand nombre d'enfants, par personne assurant l'encadrement.

Contrairement aux alémaniques, les cantons romands fixent directement le ratio d'encadrement par tranche d'âge. Les cantons de FR, JU et NE le subdivisent par tranches de deux ans (0-2, 2-4 et 4-6). Le canton de VD répartit la tranche d'âge des 2-4 ans en deux catégories, les cantons de GE et de TI émettent des normes spécifiques pour chaque âge. Dans les cantons de GE, TI et VD, les normes tendent à être plus sévères pour les tout-petits, mais plus souples pour les plus grands, par rapport aux autres cantons romands. Cette différence est justifiée par le fait qu'en Suisse romande, le personnel d'encadrement dispose plus souvent d'une formation de niveau tertiaire.

Durant les périodes creuses, quand le taux d'occupation est plus faible, les normes sont légèrement adaptées dans 11 cantons. Dans ces circonstances, une personne formée suffit, dans la mesure où il n'y a pas plus de 3 à 6 enfants. Mais cette règle consiste pour l'essentiel à appliquer le taux d'encadrement de manière conséquente. Les pondérations pour certaines classes d'âge ne sont cependant plus prises en compte dans ce cas. Dans les cantons de TI et VD, il est précisé qu'une deuxième personne formée doit pouvoir être disponible immédiatement.

Illustration 3-7: Proportion de personnel formé/non formé



Source: Plateforme d'information „conciliation travail-famille: mesures cantonales et communales" www.berufundfamilie.admin.ch, état août 2014

Comme les groupes comprennent généralement plus d'enfants que ne peut en encadrer une seule personne, plusieurs personnes encadrent les groupes le plus souvent. Comme mentionné plus haut, en Suisse alémanique s'applique la règle selon laquelle au minimum une personne par groupe doit disposer d'une formation reconnue. La proportion entre personnel formé ou non, correspond à 50%. En Suisse romande, la règle exige qu'au moins deux personnes sur trois disposent d'une formation reconnue, dans le canton de Vaud, cette proportion s'élève même à 80 voire 100%, tandis que le canton du JU exige 100% de personnel formé. Le Tessin en revanche se contente d'une proportion d'un tiers disposant des qualifications nécessaires. Si le groupe est réduit de manière à n'employer plus qu'une personne, celle-ci doit être suffisamment qualifiée, comme le veut la norme s'appliquant aux périodes creuses.

Le paragraphe 3.4 précise en détails quelles sont les formations reconnues par les cantons. Mais ces derniers appliquent aussi différentes règles quant aux personnes en formation – comptabilisées ou non comme personnel formé. Dans les cantons d'AI, BE, BS, FR, GL, GR, JU, LU, SZ, TG, VD, VS, ZG, les apprenti-e-s et les stagiaires ne sont pas considérées comme personnel formé. Après une durée de formation déterminée, certains cantons reconnaissent les apprentis comme "partiellement formés" (LU, SO, SZ, TI, et recommandé

dans le canton de ZG pour certaines formations). Dans les cantons de NW et d'OW, les apprentis sont directement reconnus comme personnel partiellement formé, à l'exception des stagiaires. Dans le canton de ZH, les collaborateurs en formation sont considérés comme personnel entièrement formé, pour autant qu'il s'agisse d'une formation en emploi au niveau tertiaire ou d'une formation accélérée de type CFC ASE.

Par leur réglementation détaillée sur le taux d'encadrement, les normes cantonales répondent aux recommandations de la CDAS. Les normes relatives à la qualité des structures ne comprennent pas seulement des exigences sur le taux d'encadrement, mais prennent aussi en compte les besoins particuliers des bébés et des tout-petits et émettent des normes différenciées pour ces groupes d'âge.

3.6 Autres aspects qualitatifs

Comme le montre l'Illustration 3-2, les cantons règlent encore toute une série d'autres aspects qui influencent aussi la qualité de l'encadrement. Un aspect presque aussi important que les trois principaux déjà évoqués, est celui des normes relatives aux locaux. Sur ce point aussi, tous les cantons émettent des normes, à l'exception de Glaris. Mais ces normes ne sont pas toutes aussi précises et laissent souvent une certaine marge d'interprétation. Dans de nombreux cantons, les points suivants sont mentionnés comme standards minimaux: deux locaux de jeux différents, ainsi qu'un local de repos pour les enfants de moins de 18 mois, des espaces clairs, un équipement adapté aux enfants, ainsi qu'un accès à une surface de jeu extérieure.

Les normes rappellent les recommandations de kibesuisse[25] et comprennent souvent aussi des standards minimaux en ce qui concerne la surface utilisable. On prescrit en règle générale 60 m2 par groupe. Certains cantons spécifient un espace par enfant. Et dans ce cas, les normes varient entre 3 m2 (VS) et 6 m2 (SO). Dans la ville d'Aarau, ce sont même 12.75 m2 de surface utile, qui sont prescrits par enfant.

Les cantons sont en revanche nettement moins nombreux à émettre des normes portant sur la sécurité et l'hygiène. Concernant les normes relatives à la sécurité, on se réfère aux règles de protection contre les incendies, et un agrément du service du feu est exigé. Presque tous exigent un concept de sécurité réglant des points tels que: les numéros d'urgence, le plan d'évacuation, un entreposage sûr des médicaments et des produits d'entretien, de même que des accès sécurisés aux escaliers, portes et fenêtres. En matière d'hygiène, les normes cantonales vont un peu moins loin que l'OPE. Hormis l'agrément de l'inspecteur des denrées alimentaires, quelques points sont précisés isolément, comme la mise à disposition de toilettes adaptées (BS), des plans de nettoyage ou un concept de nettoyage (GE et SO). Le canton de FR va en revanche nettement plus loin en élaborant son propre manuel d'hygiène.

[25] Voir kibesuisse (2008): KiTaS-Richtlinien. En ligne: http://www.kibesuisse.ch/fileadmin/user_upload/Kibesuisse/Publikationen/DE_KiTaS_Richtlinien_2008.pdf [état 5 avrill 2015]

Les normes relatives à l'alimentation sont généralement assez vagues. On constate pour l'essentiel que les structures sont tenues de fournir des repas sains, équilibrés et adaptés aux enfants. On attend d'elles aussi qu'elles utilisent des produits de saison. Seuls neuf cantons dans l'ensemble, édictent des normes en la matière. Le canton de Soleure est le seul à recommander aux structures d'être labellisées ‚Fourchette Verte'.[26]

Les horaires d'ouverture sont prescrits dans la loi dans seulement neuf cantons, et à SH seulement sur le plan communal. Mais ces normes ne valent dans la plupart des cas que pour les institutions publiques ou celles qui sont subventionnées. Seuls les cantons de BS GE, FR, JU et VS, connaissent de telles normes pour les institutions privées, non subventionnées. Les normes fixent pour ces institutions des horaires d'ouverture minimaux par jour ou par semaine et sont – à l'exception du canton du Valais – énoncées principalement en relation avec le régime d'autorisation. Elles servent à distinguer les institutions soumises à autorisation ou non. Les cantons de BE, NE, TI et la commune de Schaffhouse en revanche, prescrivent des horaires d'ouverture minimaux, comme condition d'obtention des subventions. Ces normes prévoient un temps d'ouverture minimal de 10 à 12 heures par jour et de 220 à 240 jours par année.

Il est également rare que des salaires minimaux soient prescrits. Seuls les cantons de GE, JU, ZH[27] et VS émettent de telles normes, ce dernier précisant un salaire maximal pour les institutions subventionnées. Les villes de Berne, Lucerne, Genève, Schaffhouse et Lausanne, émettent leurs propres normes communales, en plus des prescriptions cantonales. Mais elles ne prescrivent pas de normes salariales concrètes. Au lieu de quoi, les textes législatifs renvoient soit aux normes de kibesuisse (par ex. les villes de Lucerne et de Schaffhouse) soit elles attribuent une classe au personnel d'encadrement dans l'échelle cantonale des salaires.

En plus des trois aspects centraux traités dans les paragraphes précédents, la CDAS mentionne dans ses recommandations relatives à la qualité des structures, la qualité de l'équipement et le salaire du personnel d'encadrement. Les normes portant sur les locaux, l'hygiène et la sécurité fixées par les cantons, correspondent en principe à ces recommandations. Les normes concernant les salaires n'existent en revanche que dans de rares cas.

On peut donc tirer sur l'ensemble des réglementations le bilan suivant: les législations cantonales correspondent pour la majeure partie aux recommandations de la CDAS. Les principales divergences se situent au niveau de la qualité des processus. Les cantons n'émettent que peu de recommandations explicites sur la gestion de la qualité, en ce sens qu'ils ne prévoient pas de contrôle régulier de la mise en œuvre des concepts pédagogiques. Concernant la qualité des structures, la principale divergence entre les recommandations de la CDAS et les bases légales cantonales, réside dans les normes salariales.

---

[26] Ce label est aussi appliqué dans d'autres cantons, indépendamment des recommandations.

[27] Dans le canton de Zurich, il ne s'agit ici que de recommendations.

4 Bilan

Dans ses recommandations concernant l'accueil extrafamilial dans le domaine de la prime enfance publiées en 2011, la CDAS a notamment émis des recommandations relatives à la qualité. A cet égard, la CDAS préconise à ses membres d'instaurer au niveau cantonal la responsabilité de l'assurance qualité des offres en matière d'AEF, et de formuler dans le cadre de normes de qualité des standards minimaux sur la qualité des structures et la qualité des processus. L'actuelle répartition des tâches entre cantons et communes, telle qu'elle ressort de la plateforme d'information „Conciliation travail-famille", montre que cette répartition correspond aux recommandations: la responsabilité relative aux autorisations, à la surveillance et à la réglementation des structures d'accueil, est en majorité assumée par les cantons. Seul un petit nombre de cantons délègue cette responsabilité aux communes.

La majorité des cantons satisfait également aux recommandations relatives aux standards minimaux sur la qualité des structures et la qualité des processus. A l'exception d'Argovie, de Lucerne et en partie de Schaffhouse, tous les cantons émettent des normes sur la qualité des infrastructures, le ratio d'encadrement, la formation du personnel et la qualité pédagogique. Les cantons d'Appenzell et d'Uri, de même que celui de Glaris, n'ont pas publié de telles normes, mais ils disposent en revanche de documents internes précisant clairement ces exigences. En dépit des recommandations de la CDAS, seules quelques autorités (les cantons de Genève, du Valais et de Zurich, ainsi que les villes de Berne, de Genève, de Lucerne, de Schaffhouse et de Lausanne), définissent des normes salariales, presque exclusivement à l'usage des institutions subventionnées. De même qu'à l'exception des cantons de Schwyz et de St-Gall, les cantons ne prévoient pas de normes relatives à la gestion de la qualité dans leur législation.

Si on examine en détails les aspects centraux relatifs à la qualité, les points suivants se signalent en particulier:

- Bien que le **concept pédagogique** soit un élément fondamental pour un encadrement de qualité, les bases légales ne formulent que des normes assez vagues en ce qui concerne son contenu et ce qu'un tel concept doit comprendre. Elles mentionnent des principes pédagogiques, des objectifs et des valeurs, des méthodes appliquées et des activités planifiées, des indications sur le concept d'encadrement, des principes d'éducation et de stimulation, le rôle des parents et la collaboration entre les structures et les parents. Seuls les cantons de St-Gall et du Jura mettent officiellement des modèles à disposition. Néanmoins: tous les cantons exigent un concept pédagogique comme condition d'autorisation, même si les cantons de Schwyz et de St-Gall sont les seuls à ancrer dans la loi le contrôle de la mise en œuvre de ce concept.
- Tous les cantons exigent en principe les mêmes **formations**. Des différences demeurent en revanche dans les exigences imposées pour la direction des structures. Les romands et les alémaniques divergent en particulier sur ce point. Les cantons romands exigent souvent une formation de niveau tertiaire ainsi qu'une expérience professionnelle, pour prendre la direction d'une structure. La formation de niveau tertiaire dans ce domaine, repose en Suisse romande sur une plus longue tradition qu'en Suisse alémanique. Les

cantons alémaniques requièrent aussi des formations particulières, mais il s'agit plus souvent de formations dans le domaine de la gestion ou de la direction. Seuls quelques cantons précisent des normes en ce qui concerne l'expérience professionnelle.

- Des normes relatives au **taux d'encadrement** sont normalement prévues dans tous les cantons. Ces normes se différencient en fonction des âges et de la taille des structures. Même si les réglementations présentent de grandes variations, on y trouve tout de même des points communs. Tous les cantons prescrivent notamment des ratios d'encadrement plus élevés pour les tout-petits. Il est toutefois difficile d'identifier des similitudes régionales. C'est dans la proportion de personnel formé qu'elles apparaissent le plus clairement. Tandis qu'en Suisse alémanique prévaut la norme de 50%, les cantons romands exigent un minimum de deux tiers d'employé-e-s disposant d'une formation reconnue. En Suisse romande toujours, le nombre d'enfant par personne assurant l'encadrement est en général défini, tandis qu'en Suisse alémanique, la règle fixe la taille maximale des groupes, ainsi que le nombre d'employé-e-s par groupe. On remarque à cet égard qu'en Suisse romande, en ce qui concerne les enfants plus âgés, le personnel est autorisé à encadrer un nombre d'enfants nettement plus élevé qu'en Suisse alémanique.

L'interprétation des informations fournies par la plateforme „Conciliation travail-famille", ainsi que les renseignements supplémentaires recueillis auprès des cantons, montrent dans l'ensemble que les recommandations de la CDAS relatives aux normes de qualité des structures d'accueil, sont mise en œuvre dans les cantons dans leur majeure partie.

Annexe: „Datenzusammenzug und Synthese der Daten aus www.berufundfamilie.admin.ch“

(Disponible uniquement en allemand)

Wer ist für Bewilligung, Aufsicht und Reglementierung zuständig?

	Bewilligung		Aufsicht		Reglementierung	
Kanton	Kanton	Gemeinde	Kanton	Gemeinde	Kanton	Gemeinde
AG		X		X		x
AI	X		X		x	
AR	X		X		x	
BE	X	x	X	X	x	
BL	X		X			x
BS	x		X		x	
FR	x		X		x	
GE	x		X		x	
GL	x		X			x
GR	x		X		x	
JU	x		X		x	
LU		x		x		x
NE	x		X		x	
NW	x		X		x	
OW		x		x	x	
SG	x		X		x	
SH	x		X			x
SO	x		X		x	
SZ	x		X		x	
TG	x		X		x	
TI	x		X		x	
UR	x		X		x	
VD	x		X		x	
VS	x		X	x	x	
ZG	x	x	X	x	x	x
ZH		X		x	x	

Quelle: Informationsplattform „Vereinbarkeit Beruf und Familie: Massnahmen der Kantone und Gemeinden" www.berufundfamilie.admin.ch, Stand 08.2014

Anm.: a) Keine kantonale Vorgaben, Reglementierung auf kommunaler Ebene delegiert; b) Nur inoffizielle Vorgaben. Als Basis für die Bewilligung berücksichtigt man die kibesuisse-Richtlinien. c) Als Basis für die Bewilligung wurden die Anforderungen vom Kanton SG übernommen.

Bietet der Kanton Informationen und Beratung an?

Kt.	Ja/Nein	Wer	Was/Worüber	Für wen
AG	Ja	Kanton - Fachstelle Kinder&Familie	Beratung & Unterstützung inkl. Konzeptentwicklung	Gemeinden, Institutionen und Private
AI	Nein			
AR	Ja	Verein Kita Netzwerk Ost (Leistungsvertrag)	Information und Beratung ("von der Idee bis zur Gründung")	Gemeinden, Institutionen und Private
BE	Ja	Kanton	Informationsblätter	öffentliche und private Einrichtungen
BL	Ja	Kanton - Amt für Kind, Jugend und Behindertenangebote	Beratung beim Aufbau von Tagesbetreuungseinrichtungen	Trägerschaften und Einzelpersonen
BS	Ja	Kanton - Fachstelle Tagesbetreuung	Vor allem Information im Internet, im Bedarfsfall auch persönliche Beratung	k.A.
FR	Ja	Kanton - Jugendamt	Information (inkl. pädagogische Ratschläge)	k.A.
GE	Ja	Kanton	Beratung	Gemeinden
GL	Nein			
GR	Ja	Kanton	Beratung und Unterstützung	Gemeinden und Anbieter
JU	Ja	Kanton - Service de l'action sociale	Merkblatt und Weisungen v. a. bezüglich Personal	Betreuungseinrichtungen
LU	Nein			
NE	Ja	Kanton - Service de protection de l'adulte et de la jeunesse	Beratung und Unterstützung	Betreuungseinrichtungen
NW	Nein			
OW	Ja	Kanton - Sozialamt	Koordination zwischen Gesuchstellen und Fachstellen	Interessierte
SG	Ja	Kanton	Information im Internet und telefonische Beratung inkl. pädagogisches Konzept	Projektinitianten
SH	Nein			
SO	Ja	Kanton - Amt für soziale Sicherheit	Beratung und Information	Gemeinde, Institutionen und Private
SZ	Nein			
TG	Ja	Kanton (ist verpflichtet)	Beratung und Unterstützung + Schulungsangebot "schnitz und drunder"	Gemeinden und Einrichtungen
TI	Ja	Kanton und Verbände (z.B. Verband ATAN)	Beratung	Projektinitianten
UR	Nein			
VD	Ja	Kanton	Information im Internet	k.A.
VS	Ja	Kanton	Beratung und Unterstützung	Gemeinden, Gemeindevereinigungen und Tagesbetreuungsstätten
ZG	Ja	Kanton - Koordinationsstelle für familienergänzenden Kinderbetreuung	Beratung	Gemeinden
ZH	Ja	Kanton - Fachstelle für Gleichstellung	Informationsbroschüren über das Vorgehen	Gemeinden

Quelle: Informationsplattform „Vereinbarkeit Beruf und Familie: Massnahmen der Kantone und Gemeinden" www.berufundfamilie.admin.ch, Stand 08.2014

Übersicht kantonale Vorgaben zum pädagogischen Konzept

a) Festlegung notwendiger Aspekte des pädagogischen Konzepts?

Kt	ja / nein	Welche Aspekte sind zu regeln?	Werden hierzu konkrete Mindestvorgaben gemacht?	Wird eine regelmässige Prüfung der Umsetzung des pädagogischen Konzeptes gesetzlich Vorgegeben?	Grundlage
AG[a)]	Ja	Pädagogische Entwicklungsziele der Vorschul- und Schulkinder sowie Grundsätze des pädagogischen Handelns. Die sozialpädagogischen Grundsätze berücksichtigen fachliche Erkenntnisse aus der aktuellen Forschung und Lehre sowie Erfahrungswerte aus der Praxis	k.A.	k.A.	Qualitätsstandards für Vorschul- und Schulergänzende Tagesstrukturen in der Stadt Aarau
AI[b)]	Ja	Art und Weise der Betreuung, Pflege, Bildung, Integration, Förderung, Chancengerechtigkeit, Erziehung und Prävention	Nein	Nein	kibesuisse-Richtlinien, 4.1
AR[c)]	Ja	Zusammenarbeit mit Eltern, Alltagsgestaltung, Beobachtungs- und Dokumentationsverfahren, Förderung und Methoden, Übergänge (u.a. Eingewöhnung, Austritt), Essen, Schlafen und Ruhen, Körperpflege	Nein	In den zwei ersten Jahren nach Betriebsaufnahme. Dabei sind die bereits vorhandenen Ausführungen anhand vorgegebener Themen zu vertiefen und die oben genannten Aspekte im Kontext der gelebten Praxis zu bearbeiten und die Ergebnisse schriftlich festzuhalten	Webseite Kita Kompass - Bewilligungsvoraussetzungen - Pädagogisches Konzept
BE	Ja	Sozialpädagogische Grundsätze, Ziele und Vorgehensweisen	Nein	Nein	ASIV, Art. 12
BL	Ja	Leitbild, Qualitätsschwerpunkte wie Bildung und Betreuung, Gestaltung der Eingewöhnungsphase, Regeln, Tagesstruktur und Sprachförderung	Nein	Nein	Handbuch, S. 9
BS	nein		Nein	Nein	-
FR	Ja	Optionen, Referenzen, spezifische Methoden und praktizierte Tätigkeiten	Nein	Nein	Gesuch um die Bewilligung zur Führung einer Einrichtung mit erweiterten Öffnungszeiten, S. 4
GE	Ja	Bildungsziele, spezifische Aktivitäten, Organisation nach Altersgruppen	Nein	Nein	Règlement sur les structures d'accueil de la petite enfance et sur l'accueil familial de jour, art. 4
GL	Ja	Art und Weise der Betreuung, Pflege, Bildung, Integration, Förderung, Chancengerechtigkeit,	Nein	Nein	kibesuisse-Richtlinien, 4.1

		Erziehung und Prävention			
GR	Ja	Zweck der Einrichtung (Kernauftrag, pädagogische Grundsätze, Grundhaltungen, Wertvorstellungen), Aufnahme-, Austritts- und Ausschlussverfahren und deren Bedingungen (Kriterien der Aufnahme, des Austrittes und des Ausschlusses von Kindern; Betreuungsverträge zwischen der Einrichtung und den Erziehungsberechtigten), Tagesablauf, Ausgestaltung der Eingewöhnungszeit	Nein	Nein	Richtlinien für die Bewilligung von Tageseinrichtungen im Vorschulbereich, Ziff. 2.2
JU	Ja	Tagesablauf, pädagogische Grundprinzipien, Anforderungen an den Kindern, Umgang mit den Eltern, Gesundheitsmassnahmen	Nein	Nein	Mémento et normes pour le placement d’enfants a la journée, p.8
LU[d)]	Ja	Gruppenzusammensetzung und -grösse, Zusammenarbeit mit den Eltern, Tagesablauf, Eingewöhnung von Kindern, Qualitätsentwicklung	Nein	Nein	Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern
NE	Ja	Theoretische und praktische Ansätze	Nein	Nein	Règlement général sur l’accueil des enfants (REGAE), art 19
NW	Ja	Sozialpädagogische Ziele, Gruppenzusammensetzung und -grösse, Zusammenarbeit mit Eltern, Tagesablauf	Nein	Nein	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen, 1. Leitbild und pädagogisches Konzept
OW	Ja	Sozialpädagogische Ziele, Gruppenzusammensetzung und -grösse, Zusammenarbeit mit Eltern, Tagesablauf	Nein	Nein	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen, 1. Leitbild und pädagogisches Konzept
SG	Ja	Zusammenarbeit mit Eltern, Alltagsgestaltung, Beobachtungs- und Dokumentationsverfahren, Förderung und Methoden, Übergänge (u.a. Eingewöhnung, Austritt), Essen, Schlafen und Ruhen, Körperpflege	Nein	In den zwei ersten Jahren nach Betriebsaufnahme. Dabei sind die bereits vorhandenen Ausführungen anhand vorgegebener Themen zu vertiefen und die oben genannten Aspekte im Kontext der gelebten Praxis zu bearbeiten und die Ergebnisse schriftlich festzuhalten	Webseite Kita Kompass - Bewilligungsvoraussetzungen - Pädagogisches Konzept
SH	Ja	Art und Weise der Betreuung, Pflege, Bildung, Integration, Förderung, Chancengerechtigkeit, Erziehung und Prävention	Nein	Nein	IV. Ziff. 4 der Richtlinien für die Bewilligung und Aufsicht von Einrichtungen der familien- und schulergänzenden Kinderbetreuung

SO	Ja	Zielgruppe und Gruppenstruktur, Umgang mit Kindern, Tagesablauf, Grundsätze für das tägliche Handeln, Gesundheit und Ernährung, Elternarbeit, Eingewöhnung	Nein	Nein	Richtlinien, Teil III: kantonale Richtlinien für die Betreuung von Kindern in Kitas, Ziff. 4.1.3
SZ	Ja	Sozialpädagogischen Ziele, Gruppenzusammensetzung und -grösse, Zusammenarbeit mit den Eltern, Tagesablauf	Grösse und Zusammensetzung der Kindergruppen: - Vorgaben bezüglich Betreuungsschlüssel -Teilzeitlich platzierte Kinder: mind. 40% in der Betreuungseinrichtung	Nicht nur die Strukturqualität (Rahmenbedingungen einer Krippe) muss regelmässig überprüft werden, auch Besprechungen zur Prozessqualität sollen stattfinden können	Qualitätsrichtlinien für die Aufsicht von Krippen und Horte im Kanton Schwyz, S. 3 & S. 4
TG	Ja	Förderung und Betreuung der Kinder	Nein	Nein	Richtlinien Bewilligung und Aufsicht, Art.4.A.b)
TI	Ja	Sozialpädagogischen Ziele und Einsätze, Zusammenarbeit mit den Eltern	Nein	Nein	Regolamento della Legge sulle famiglie del 15 settembre 2003, art. 21
UR [b)]	ja	Art und Weise der Betreuung, Pflege, Bildung, Integration, Förderung, Chancengerechtigkeit, Erziehung und Prävention	Nein	k.A.	kibesuisse-Richtlinien, 4.1
VD	Ja	Werte, Ziele, Methoden und Aktivitäten mit den Kindern, Einbeziehung der Eltern, Bildung und Weiterbildung	Nein	Nein	Normes pour l'accueil de jour des enfants. Accueil collectif de jour préscolaire, p.12
VS	nein			Nein	
ZG	nein		Nein	Nein	
ZH	Ja	Die Betreuung der Kinder orientiert sich an pädagogischen Grundsätzen, Zielen und Vorgehensweisen. Diese berücksichtigen fachliche Erkenntnisse aus Forschung und Lehrer sowie Erfahrungswerte aus der Praxis.	Nein	Nein	Richtlinien über die Bewilligung von Kinderkrippen, Abschnitt 2.1 fff)

Quelle: Informationsplattform „Vereinbarkeit Beruf und Familie: Massnahmen der Kantone und Gemeinden" www.berufundfamilie.admin.ch, Stand 08.2014

Anm.: a) Keine kantonale Vorgaben, Reglementierung den Gemeinden überlassen. Es werden die Reglemente des Kantonshauptorts wiedergegeben; b) Nur inoffizielle Vorgaben. Als Basis für die Bewilligung werden die kibesuisse-Richtlinien berücksichtigt. c) Als Basis für die Bewilligung wurden die Anforderungen vom Kanton SG übernommen. d) Kanton bietet nur Info. Er empfiehlt die "Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern" vom Verband Luzerner Gemeinden zur Umsetzung. Unter: http://www.kinderbetreuung.lu.ch/index/fa_kita.htm

b) Werden weitere Vorgaben zur Pädagogik im Gesetz formuliert?

Kanton	ja / nein	Welche?
AG [a)]	-	-

AI[b)]	nein	-
AR[c)]	nein	-
BE	nein	-
BL	nein	-
BS	ja	Grundrechte respektieren, Förderung der psychischen, körperlichen, geistigen und sprachlichen Entwicklung, Integration von Kindern mit unterschiedlichem kulturellem und/oder religiösem Hintergrund
FR	ja	Stabilität der Betreuung, Organisation eines geeigneten Alltagsrhythmus, individuell angepasste erzieherische Betreuung. Es soll dem Kind ermöglicht werden, die erste Trennung von seiner Familie und die Integration in eine Gemeinschaft unter möglichst guten Bedingungen zu erleben.
GE	nein	-
GL	nein	-
GR	nein	-
JU	nein	-
LU[d)]	nein	-
NE	nein	-
NW	nein	-
OW	nein	-
SG	nein	-
SH	nein	-
SO	ja	Die Kita vertritt keine fundamentale, totalitär geschlossene oder indoktrinäre Ideologie. Der Eingewöhnungsphase wird in der Praxis ausreichend Beachtung geschenkt. Die Eltern werden in die Eingewöhnungsphase angemessen einbezogen.
SZ	nein	-
TG	nein	-
TI	nein	-
UR [b)]	-	-
VD	nein	-
VS	nein	-
ZG	nein	-
ZH	nein	-

Quelle: Informationsplattform „Vereinbarkeit Beruf und Familie: Massnahmen der Kantone und Gemeinden" www.berufundfamilie.admin.ch, Stand 08.2014

Anm.: a) Keine kantonale Vorgaben, Reglementierung den Gemeinden überlassen. Es werden die Reglemente des Kantonshauptorts wiedergegeben; b) Nur inoffizielle Vorgaben. Als Basis für die Bewilligung werden die kibesuisse-Richtlinien berücksichtigt. c) Als Basis für die Bewilligung wurden die Anforderungen vom Kanton SG übernommen. d) Kanton bietet nur Info. Er empfiehlt die "Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern" vom Verband Luzerner Gemeinden zur Umsetzung. Unter: http://www.kinderbetreuung.lu.ch/index/fa_kita.htm

Übersicht kantonale Vorgaben zur Ausbildung des Betreuungspersonals

c) Welche Ausbildungen werden explizit genannt?

Kanton	ja / nein	Explizite Ausbildungen genannt?	Wird auf eine externe Liste verwiesen?	Grundlage
AG[a)]	-	KKE, FaBeK, Fachperson Betreuung generalistische Ausbildung, Dipl. Kindererzieher HF oder verwandte Ausbildung gemäss Dachorganisation der Arbeitswelt Soziales.	Fachkräfteliste von SavoirSocial	Qualitätsstandards für Vorschul- und Schulergänzende Tagesstrukturen in der Stadt Aarau, Punkt 4.3.1
AI[b)]	ja	Fachperson Betreuung Kinder (FaBeK); Kleinkinderzieher/-erzieherin (KKE); dipl. Kindererzieher/-erzieherin HF oder eine verwandte Ausbildung gemäss der von der Dach OdA-S herausgegebenen Fachkräfteliste	Fachkräfteliste von SavoirSocial	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.1
AR[c)]	nein	Nein	Fachkräfteliste von SavoirSocial	-
BE	ja	– Kitas mit Subventionen: Mit Eidgenössisches Fähigkeitszeugnis als Fachfrau oder Fachmann Betreuung (Fachrichtung Kinderbetreuung) oder einer anderen gleichwertigen Ausbildung – Kitas ohne Subventionen: Kleinkinderzieher / Fachpersonen Betreuung Fachrichtung Kinderbetreuung mit eidgenössischem Fähigkeitszeugnis (EFZ), Dipl. Kindererzieher HF, Sozialpädagogen HF oder entsprechendes Diplom einer anthroposophischen Pädagogik oder ähnlicher Ausbildung, Personen mit Ausbildungen in verwandten, namentlich pädagogischen Berufen (in der Regel gemäss Liste Fachkräfte von SavoirSocial)	– Nein – Fachkräfteliste von SavoirSocial	– ASIV, Art. 18, Abs. 1 – Richtlinien für die Bewilligung privater Kindertagesstätten, Punkt 5.5.2, S. 8
BL	ja	Sozialpädagogin oder Sozialpädagoge (Höhere Fachschule, Fachhochschule, Hochschule) oder eine verwandte Ausbildung gemäss der von SavoirSocial herausgegebenen Fachkräfteliste, Fachfrau oder Fachmann Betreuung mit dem Schwerpunkt Kind oder Generalist/Generalistin und alle mit als gleichwertig anerkanntem Titel, z.B. Kleinkindererzieher oder Sozialagoge, Lehrerin oder Lehrer mit anerkanntem Fähigkeitszeugnis/Lehrdiplom, Kindergärtnerin oder Kindergärtner mit anerkanntem Diplom, Kindergärtnerin oder Kindergärtner mit Ausbildung nach Rudolf Steiner, Sozialarbeiterin oder Sozialarbeiter (Fachhochschule), Psychologin oder Psychologe mit dem Schwerpunkt Kind und Jugend (Fachhochschule, Hochschule), Pflegefachperson KWS oder Diplomniveau II mit dem Schwerpunkt Kind, Jugendliche, Familie und Frau	Fachkräfteliste von SavoirSocial	Handbuch "Wie gründe und führe ich erfolgreich eine Kita?", S. 10
BS	ja	Sozialpädagogik HFS, Kindergärtnerin / Kindergärtner, Primarlehrerin / Primarlehrer oder Heilpädagogin / Heilpädagoge	nein	Richtlinien über die Bewilligung und Aufsicht von Tagesheimen zur familienergänzenden Betreuung von Kindern vom 1. Oktober 2008, Fussnote 6
FR	ja	Kita mit Babies: Kleinkinderzieherin, Krankenschwester KWS, Kinderpflegerin, Fachperson Betreuung (FaBe) Kita ohne Babies: Kleinkinderzieherin, jardinière d'enfants, Kindergärtnerin, Fachperson	nein	Kantonale Normen und Empfehlungen für die Institutionen und Einrichtungen zur Betreuung von Kindern, S. 16

		Betreuung (FaBe) Sie können als gleichwertig gelten, sofern: die Person über eine spezifische Erfahrung verfügt, sie sich zur Absolvierung einer Weiterbildung verpflichtet, die sich hinsichtlich des Alters der von ihr betreuten Kinder und des Betreuungstyps eignet.		
GE	ja	Berufsbildung im Bereich Kindererziehung, Ausbildung auf Tertiärniveau A oder B; Ausbildung auf Sekundärniveau für Hilfspersonal.	nein	Règlement sur les structures d'accueil de la petite enfance et sur l'accueil familial de jour (J6 29.01), art. 15, al. 1+2
GL	ja	Die Leitung der Einrichtung trägt die Verantwortung für die persönliche und berufliche Eignung des Personals. Die Gruppenleitung (mind. 1 pro Betreuungseinheit) verfügt je nach Klientel über eine pädagogische/agogische, therapeutische, soziale, pflegerische oder spezifisch berufliche Ausbildung. In Ausnahmefällen kann auf eine solche verzichtet werden, sofern die notwendigen Kompetenzen mit einer mehrjährigen Berufserfahrung in einer analogen Einrichtung angeeignet wurden. Das übrige Personal muss über eine berufliche Qualifikation verfügen, welche die Zielerreichung gemäss Konzept ermöglicht.	nein	Richtlinien Betriebsbewilligung, Art. 6, Abs. 4+5
GR	ja	Kleinkindererzieher und -erzieherinnen, dipl. Kindererzieher und -erzieherinnen, Fachpersonen Betreuung mit eidgenössischem Fähigkeitszeugnis (EFZ), dipl. Sozialpädagogen und Sozialpädagoginnen oder Personen mit Ausbildungen in verwandten pädagogischen Berufen (gemäss Fachkräfteliste der schweizerischen Dachorganisation der Arbeitswelt Soziales SavoirSocial) nach ausgewiesener Erfahrung im Umgang mit Kleinkindern.	Fachkräfteliste von SavoirSocial	Richtlinien für die Bewilligung von Tageseinrichtungen im Vorschulbereich, 1. März 2010, Ziff. 3.1
JU	ja	Berufsbildung im Bereich Kindererziehung; FaBe oder Diplom von einer FH (Sozialwissenschaften, Pädagogik, Psychologie) + 2 Jahre Berufserfahrung	nein	Mémento et normes pour le placement d’enfants à la journée, p. 27
LU[d)]	ja	Kleinkindererzieher, Fachpersonen Betreuung Kinder (FaBeK), Fachperson Betreuung generalistische Ausbildung, Dipl. Kindererzieher HF, oder verwandte Ausbildung gemäss OdA-S Fachkräfteliste.	Fachkräfteliste von SavoirSocial	Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern, Punkt 7.
NE	ja	Kleinkindererzieher, Fachpersonen Betreuung mit eidgenössischem Fähigkeitszeugnis oder gleichwertig	Nein	Règlement général sur l’accueil des enfants (REGAE), art. 20
NW	ja	Kleinkinderziehende oder Ausbildung in verwandten pädagogischen und pflegerischen Berufen inklusive ausgewiesener Erfahrung im Umgang mit Kleinkindern	nein	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen und krippenähnliche Einrichtungen vom September 2003, 3.4.1
OW	ja	Kleinkinderziehende oder Ausbildung in verwandten pädagogischen und pflegerischen Berufen inklusive ausgewiesener Erfahrung im Umgang mit Kleinkindern	Nein	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen und krippenähnliche Einrichtungen vom 1. Juli 2014, Punkt 3.4.1, S. 5
SG	nein		Fachkräfteliste von SavoirSocial	
SH	ja	Kleinkinderzieher /-in (KKE), Fachperson Betreuung Kinder (FaBeK), Fachperson Betreuung generalistische Ausbildung, dipl. Kindererzieher/-in HF oder Sozialpädagoge /-	Nein	IV. Ziff. 7 der Richtlinien für die Bewilligung und Aufsicht von

		pädagogin FH/HF		Einrichtungen der familien- und schulergänzenden Kinderbetreuung
SO	ja	Soziale Arbeit, Kleinkinderziehung, Fachfrau/ Fachmann Betreuung, Kindergärtner/ Kindergärtnerinnen, Lehrer/ Lehrerinnen, Soziale Lehre und vergleichbare Ausbildungen	Nein	Richtlinien, Teil III: Kantonale Richtlinien für die Betreuung von Kindern in Kindertagesstätten, Ziffer 4.1.5
SZ	ja	Diplomierte Kleinkinderzieherinnen und Fachpersonen Betreuung mit EFZ. Ausbildungen in verwandten pädagogischen und pflegerischen Berufen gelten nach ausgewiesener Erfahrung im Umgang mit Kleinkindern als gleichwertig (siehe auch Verband KiTaS).	Empfehlungen kibesuisse (entspricht Fachkräfteliste von SavoirSocial)	Qualitätsrichtlinien für die Aufsicht von Krippen und Horte im Kanton Schwyz, Art. 2.4.1
TG	ja	Fachperson Betreuung Kinder (FaBeK); Kleinkinderzieher/-erzieherin (KKE); dipl. Kindererzieher/-erzieherin HF oder eine verwandte Ausbildung gemäss der von SavoirSocial herausgegebenen Fachkräfteliste.	Fachkräfteliste von SavoirSocial	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.1
TI	ja	Berufsbildung / Diplomniveau II im Bereich Kindererziehung, Sozial oder Gesundheit mit Schwerpunkt Frühe Förderung	Nein	Regolamento della Legge sulle famiglie del 15 settembre 2003, art. 16, al. 1
UR [b)]	ja	Fachperson Betreuung Kinder (FaBeK); Kleinkinderzieher/-erzieherin (KKE); dipl. Kindererzieher/-erzieherin HF oder eine verwandte Ausbildung gemäss der von der Dach OdA-S herausgegebenen Fachkräfteliste	Fachkräfteliste von SavoirSocial	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.1
VD	ja	Fachperson Betreuung Kinder (FaBeK); Kleinkinderzieher/-erzieherin (KKE); dipl. Kindererzieher/-erzieherin HF oder eine verwandte Ausbildung auf Tertiär- oder Sekundärniveau (II).	Nein	Normes pour l'accueil de jour des enfants. Accueil collectif de jour préscolaire, p. 17
VS	ja	Diplom in Sozialarbeit, in Sozialpädagogik oder in einem vom Departement als gleichwertig anerkannten Bereich (Niveau 1: Ausbildungen als diplomierte Kleinkindererziehrein; Niveau 2: Berufsbildungen im Bereich Kleinkind)	Nein	Verordnung betreffend verschiedene Einrichtungen für die Jugend (850.400), Art. 16
ZG	ja	Fachfrau/Fachmann Betreuung, Fachrichtung Kinderbetreuung und generalistische Ausbildung mit eidgenössischen Fähigkeitszeugnis EFZ, Kindererzieherin/Kindererzieher mit Diplom einer Höheren Fachschule HF, Sozialpädagogin/Sozialpädagoge mit Diplom einer Höheren Fachschule HF oder einer Fachhochschule FH	Empfehlungen der Direktion des Innern (vgl. Grundlage)	Empfehlungen der Direktion des Innern "Anforderungen an die Aus- und Weiterbildung von Betreuungs- und Leitungspersonen in der familienergänzenden Kinderbetreuung des Kantons Zug" (Version Nov. 2013), 3.1
ZH	ja	Fachfrau/Fachmann Betreuung EFZ mit Schwerpunkt Kind, Kleinkinderzieherin/Kleinkinderzieher, Kindererzieherin/Kindererzieher, ähnliche pädagogische Ausbildungen (mit ausreichender Erfahrung zu belegen)	Nein	Ausbildungsanforderungen an ausgebildete Betreuungs- und Leitungspersonen von Kinderkrippen (Dezember 2012), I.

Quelle: Informationsplattform „Vereinbarkeit Beruf und Familie: Massnahmen der Kantone und Gemeinden" www.berufundfamilie.admin.ch, Stand 08.2014

Anm.: a) Keine kantonale Vorgaben, Reglementierung den Gemeinden überlassen. Es werden die Reglemente des Kantonshauptorts wiedergegeben; b) Nur inoffizielle Vorgaben. Als Basis für die Bewilligung werden die kibesuisse-Richtlinien berücksichtigt. c) Als Basis für die Bewilligung wurden die Anforderungen vom Kanton SG übernommen. d) Kanton bietet nur Info. Er empfiehlt die "Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern" vom Verband Luzerner Gemeinden zur Umsetzung. Unter: http://www.kinderbetreuung.lu.ch/index/fa_kita.htm

d) Werden weitere gesetzliche Anforderungen an das Personal gestellt?

Kanton	ja / nein	Welche ?	Grundlage
AG[a)]	-	-	-
AI[b)]	ja	Anerkannte Ausbildung + muttersprachliche oder erworbene Sprachkompetenz für Fachpersonal, das zur Vermittlung einer zusätzlichen Sprache angestellt ist.	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.1
AR[c)]	nein	-	-
Be[e)]	ja	Das fachqualifizierte und nicht fachqualifizierte Personal muss in persönlicher, fachlich/erzieherischer und gesundheitlicher Hinsicht geeignet sein, Kinder im professionellen Umfeld einer Kita zu betreuen.	Richtlinien für die Bewilligung privater Kindertagesstätten, Punkt 5.5.2, S. 8
BL	nein	-	-
BS	ja	Die Leitungsperson eignet sich nach Persönlichkeit, Gesundheit und erzieherischer Befähigung grundsätzlich für die Aufgabe.	Richtlinien über die Bewilligung und Aufsicht von Tagesheimen zur familienergänzenden Betreuung von Kindern vom 1. Oktober 2008, 3.3.2
FR	ja	Guter physischer und psychischer Gesundheitszustand.	Kantonale Normen und Empfehlungen für die Institutionen und Einrichtungen zur Betreuung von Kindern, S. 14
GE	nein	-	-
GL	ja	Prüfen des Strafregisterauszuges vor der Einstellung empfohlen.	Richtlinien Betriebsbewilligung, Art. 6, Abs. 1
GR	nein	-	-
JU	nein	-	-
LU[d)]	nein	-	-
NE	ja	Strafregisterauszug für jeden Angestellten.	Règlement général sur l’accueil des enfants (REGAE), art. 10
NW	nein	-	-
OW	nein	-	-
SG	nein	-	-
SH	ja	Die leitende Person und ihre Mitarbeitenden müssen nach Persönlichkeit, Gesundheit, erzieherischer Befähigung und Ausbildung für ihre Aufgabe geeignet sein.	Richtlinien für die Bewilligung von Kindertagesstätten, gültig ab dem 1. Januar 2007, S. 2
SO	ja	Prüfung beim Strafregister mind. alle 3 Jahre. Die Leitung und die Mitarbeitende sind nach Persönlichkeit, Gesundheit, erzieherischer Befähigung und Ausbildung für ihre Aufgabe geeignet.	Richtlinien, Teil III: Kantonale Richtlinien für die Betreuung von Kindern in Kindertagesstätten, Ziffer 4.1.5
SZ	nein	-	-
TG	ja	Anerkannte Ausbildung + muttersprachliche oder erworbene Sprachkompetenz für Fachpersonal, das zur Vermittlung einer zusätzlichen Sprache angestellt ist.	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.1
TI	ja	Personal muss gesundheitlich und persönlich für ihre Aufgabe geeignet sein.	Regolamento della Legge sulle famiglie del 15 settembre 2003, art. 14, al. 1
UR [b)]	ja	Anerkannte Ausbildung + muttersprachliche oder erworbene Sprachkompetenz für Fachpersonal, das zur Vermittlung einer zusätzlichen Sprache angestellt ist.	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.1
VD	nein	-	-
VS	nein	-	-

ZG	nein	-	-
ZH	nein	-	-

Quelle: Informationsplattform „Vereinbarkeit Beruf und Familie: Massnahmen der Kantone und Gemeinden" www.berufundfamilie.admin.ch, Stand 08.2014

Anm.: a) Keine kantonale Vorgaben, Reglementierung den Gemeinden überlassen. Es werden die Reglemente des Kantonshauptorts wiedergegeben; b) Nur inoffizielle Vorgaben. Als Basis für die Bewilligung werden die kibesuisse-Richtlinien berücksichtigt. c) Als Basis für die Bewilligung wurden die Anforderungen vom Kanton SG übernommen. d) Kanton bietet nur Info. Er empfiehlt die "Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern" vom Verband Luzerner Gemeinden zur Umsetzung. Unter: http://www.kinderbetreuung.lu.ch/index/fa_kita.htm, e) gilt nur für private Kitas ohne Subventionen.

e) Werden spezifische Anforderungen an die Kitaleitung gemacht?

Kanton	ja / nein	Anforderung	Jahre Berufserfahrung?	Notwendigkeit einer Weiterbildung?	Grundlage
AG[a)]	Ja	Bei Betrieben mit einem Personaletat von mehr als 4 Angestellten verfügt die Leitung über eine Führungsausbildung: - KrippenleiterInnen-Kurs des MMI oder der BKE - Führungsausbildung an einer anerkannten Fachhochschule oder Hochschule - Ausbildung in Sozialpädagogik + Fortbildung in Personal- und Betriebsführung ODER entsprechend mehrjährige Führungserfahrung		Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	-
AI[b)]	Ja	Bei Betrieben mit einem Personaletat von mehr als 4 Angestellten verfügt die Leitung über eine Führungsausbildung.		Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	-
AR[c)]	Ja	Die Leitung muss persönlich, fachlich und gesundheitlich geeignet sein. Zur Ausübung der Leitungsfunktion besitzt eine Kita-Leitung eine im Kindertagesstättenbereich anerkannte Ausbildung und weist idealerweise wenigstens zwei Jahre Berufserfahrung im pädagogischen Bereich aus. Neben der fachlichen Ausbildung ist für die Leitung einer Kindertagesstätte mit zwei und mehr Gruppen eine Führungsausbildung erforderlich.	2	Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	Kanton St. Gallen – Kita Kompass: Bewilligungsvoraussetzungen Leitung und Personal
BE	Ja	Weiterbildung in Führung und Personal, mind. 3 Jahre Berufserfahrung	3	Vorausgesetzt	Richtlinien für die Bewilligung privater Kindertagesstätten, Punkt 5.5.3, S. 9
BL	ja	Anerkannte pädagogische Grundbildung + mind. 2 Jahre Berufserfahrung in der Arbeit mit Kindern. In Einrichtungen mit mehr als 15 Plätzen verfügt die Leitung zusätzlich über eine anerkannte Weiterbildung im Führungsbereich oder absolviert eine solche berufsbegleitend. Ein aktuelles Leumund- und ein Arztzeugnis sind erforderlich.	2	Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	Handbuch „Wie gründe und führe ich erfolgreich eine Kita?“, S. 3
BS	Ja	Mind. 5 Jahre Berufserfahrung	5	Bei bestimmter	Richtlinien über die Bewilligung

		Bis 10 Plätze genügen für die Leitung pädagogische Grundkenntnisse. Mehr als 10 Plätze: die Gruppenleitung verfügt über eine Ausbildung als Fachfrau Betreuung (Schwerpunkt Kinder). Mehr als 20 Plätze: die Leitung verfügt über oder absolviert eine Weiterbildung im Führungsbereich.			Grösse vorausgesetzt.	und Aufsicht von Tagesheimen zur familienergänzenden Betreuung von Kindern vom 1. Oktober 2008, 3.3
FR	Ja	Person mit Diplom als Kleinkinderzieher/in oder gleichwertiger Titel, Berufserfahrung, Ausbildung in Krippenleitung empfohlen Krippenleiterausbildung empfohlen + 3-jährige Berufserfahrung erwünscht.	3		Empfohlen	Kantonale Normen und Empfehlungen für die Institutionen und Einrichtungen zur Betreuung von Kindern, S. 9 + 14
GE	Ja	Ausbildung auf Tertiärniveau A oder B in den Bereichen Kleinkindererziehung, Soziopädagogie, Sozialarbeit oder Volksgesundheit + min. 5-jährige Berufserfahrung (mind. 3 im Bereich Kinderbetreuung) Anforderung an der Leitung für folgenden Einrichtungen: mehr als 40 Stunden/Woche + Mittagsessen + min. 45 Wochen/Jahr. Für andere Einrichtungen: gleiche Anforderungen, Berufsbildung aber nur 2 Jahre im Bereich Kinderbetreuung.	3		Keine Weiterbildung, aber Tertiärniveau vorausgesetzt	Règlement sur les structures d'accueil de la petite enfance et sur l'accueil familial de jour (J6 29.01), art. 14
GL	Ja	Es wird eine für die Einrichtung notwendige fachspezifische, eine betriebswirtschaftliche und fallbezogen eine Führungsausbildung vorausgesetzt, alternativ lange Berufserfahrung. Eine Heimleiterausbildung wird empfohlen.			Vorausgesetzt	Richtlinien Betriebsbewilligung, Art. 5, Abs. 3
GR	Ja	Ausbildung + 3 Jahre Berufserfahrung + anerkannte Weiterbildung im Führungsbereich.	3		Vorausgesetzt	Richtlinien für die Bewilligung von Tageseinrichtungen im Vorschulbereich, 1. März 2010, Ziff. 3.1
JU	Ja	Pädagogische und soziale Qualifikationen + Bildung als Kleinkindererzieher + 3 Jahre Berufserfahrung im Bereich Kinderbetreuung; Krippenleitungsausbildung empfohlen.	3		Empfohlen	Mémento et normes pour le placement d’enfants à la journée, p. 27
LU[d)]	Ja	FaBeK oder andere anerkannte pädagogischer Beruf + Abschluss im Führungsbereich ab 16 Plätzen obligatorisch			Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern, Punkt 7.4
NE	Ja	Spezifische Ausbildung von einer anerkannten Schule			Vorausgesetzt	Règlement général sur l’accueil des enfants (REGAE), art. 21
NW	Ja	Als ausgebildete Leitungsperson gelten Kleinkinderziehende und andere anerkannte pädagogische Berufsleute.			Vorausgesetzt	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen und krippenähnliche Einrichtungen vom September 2003, 3.4.1
OW	Ja	Als ausgebildete Leitungsperson gelten Kleinkinderziehende und andere anerkannte pädagogische Berufsleute.			Vorausgesetzt	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen und krippenähnliche Einrichtungen vom 1. Juli 2014, Punkt 3.4.1, S. 5
SG	ja	Die Leitung muss persönlich, fachlich und gesundheitlich geeignet sein. Zur Ausübung der Leitungsfunktion besitzt eine Kita-Leitung eine im Kindertagesstättenbereich anerkannte Ausbildung und weist idealerweise wenigstens	2		Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	Kanton St. Gallen – Kita Kompass: Bewilligungsvoraussetzungen

		zwei Jahre Berufserfahrung im pädagogischen Bereich aus. Neben der fachlichen Ausbildung ist für die Leitung einer Kindertagesstätte mit zwei und mehr Gruppen eine Führungsausbildung erforderlich.			Leitung und Personal
SH	Ja	Einrichtung mit zwei und mehr Gruppen: Leitungsperson verfügt über eine Weiterbildung im Führungsbereich		Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	IV. Ziff. 7 der Richtlinien für die Bewilligung und Aufsicht von Einrichtungen der familien- und schulergänzenden Kinderbetreuung
SO	Ja	Die Kita-Leitung verfügt zusätzlich über eine entsprechende Eignung für Führungsaufgaben (Führungsausbildung). Betriebswirtschaftliche Kenntnisse sind vorhanden.		Vorausgesetzt	Richtlinien, Teil III: Kantonale Richtlinien für die Betreuung von Kindern in Kindertagesstätten, Ziffer 4.1.5
SZ	Ja	Kleinkinderzieherinnen und Fachpersonen Betreuung mit EFZ sowie andere anerkannte pädagogische Berufsleute mit zusätzlichem Diplom im Führungsbereich		Vorausgesetzt	Qualitätsrichtlinien für die Aufsicht von Krippen und Horte im Kanton Schwyz, Art. 2.4.1
TG	Ja	Bei Betrieben mit einem Personaletat von mehr als 4 Angestellten verfügt die Leitung über eine Führungsausbildung.		Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	-
TI	Ja	Diplom auf Tertiärniveau in Pädagogik, Sozial oder Gesundheit mit Schwerpunkt Frühe Förderung. Berufserfahrung mit Kindern von mind. 2 Jahren in den letzten 5 Jahren.	2	Vorausgesetzt	Regolamento della Legge sulle famiglie del 15 settembre 2003, art. 13, al. 1
UR [b)]	Ja	Bei Betrieben mit einem Personaletat von mehr als 4 Angestellten verfügt die Leitung über eine Führungsausbildung.		Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	-
VD	Ja	Diplom auf Tertiärniveau + 4 Jahre Berufserfahrung im Bereich Kinderbetreuung. Muss in den zwei ersten Jahren nach Betriebsaufnahme eine Weiterbildung anfangen. Weiterbildung nicht erforderlich für Leiter von Einrichtungen mit weniger als 16 Kindern.	4	Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	Normes pour l'accueil de jour des enfants. Accueil collectif de jour préscolaire, p. 5
VS	Ja	Anerkannte Ausbildung im Bereich Kindererziehung, praktische Berufserfahrung von mind. 2 Jahren im Bereich Tagesbetreuung von Kindern empfohlen. Bis 30 Kinder: CAS empfohlen. Mehr als 30 Kinder: Zusatzausbildung mit Fachausweis (CAS) erforderlich. Mehr als 60 Kinder: DAS erforderlich.	2	Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	Weisungen für die Tagesplatzierung von Kindern (1. Januar 2010), S. 11
ZG	Ja	Voraussetzung für die Leitung von Kitas mit zwei und mehr Gruppen ist im Kanton Zug eine Weiterbildung im Führungsbereich (empfohlen sind mind. 10 Tage Weiterbildung). Kindererzieher mit dem Diplom einer höheren Fachschule HF (Tertiärstufe) gelten für die Führung von Kindertagesstätten als ausreichend qualifiziert.		Bei bestimmter Grösse vorausgesetzt	Empfehlungen der Direktion des Innern "Anforderungen an die Aus- und Weiterbildung von Betreuungs- und Leitungspersonen in der familienergänzenden Kinderbetreuung des Kantons Zug" (Version Nov. 2013), 2.1 + 2.3

ZH	ja	Pädagogisches Fachwissen + Fachwissen in Personal- und Betriebsführung (durch Aus- oder Weiterbildung).	Vorausgesetzt	Ausbildungsanforderungen an ausgebildete Betreuungs- und Leitungspersonen von Kinderkrippen (Dezember 2012), II.

Quelle: Informationsplattform „Vereinbarkeit Beruf und Familie: Massnahmen der Kantone und Gemeinden" www.berufundfamilie.admin.ch, Stand 08.2014

Anm.: a) Keine kantonale Vorgaben, Reglementierung den Gemeinden überlassen. Es werden die Reglemente des Kantonshauptorts wiedergegeben; b) Nur inoffizielle Vorgaben. Als Basis für die Bewilligung werden die kibesuisse-Richtlinien berücksichtigt. c) Als Basis für die Bewilligung wurden die Anforderungen vom Kanton SG übernommen. d) Kanton bietet nur Info. Er empfiehlt die "Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern" vom Verband Luzerner Gemeinden zur Umsetzung. Unter: http://www.kinderbetreuung.lu.ch/index/fa_kita.htm

f) Gibt es gesetzliche Vorgaben zur Zuordnung von Lernenden und Praktikantinnen/Praktikanten?

Kanton	ja / nein	Welche?	Grundlage
AG[a)]	Ja	Lernende, Erwachsene in Ausbildung und Personen ohne anerkannte pädagogische Qualifikation im Fachbereich gemäss BiVo gelten als Personal ohne pädagogische Ausbildung.	Qualitätsstandards für Vorschul- und Schulergänzende Tagesstrukturen in der Stadt Aarau, Punkt 4.3.1
AI[b)]	Ja	Lernende gelten nicht als ausgebildetes Personal.	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.1
AR[c)]	nein	-	
BE	Ja	Lernende sowie Praktikantinnen und Praktikanten gelten nicht als qualifiziertes Personal	ASIV, Art. 17, Abs. 3 sowie Richtlinien für die Bewilligung privater Kindertagesstätten, Punkt 5.5.1, S. 7
BL	nein	-	-
BS	Ja	Lernende zählen nicht zum pädagogisch ausgebildeten Personal	Richtlinien über die Bewilligung und Aufsicht von Tagesheimen zur familienergänzenden Betreuung von Kindern

			vom 1. Oktober 2008, 3.3.2.2
FR	Ja	Lernende gelten als nicht fachqualifiziertes Personal, sondern als Hilfspersonal.	Kantonale Normen und Empfehlungen für die Institutionen und Einrichtungen zur Betreuung von Kindern, S. 18
GE	nein	-	-
GL	Ja	Lernende, welche die berufliche Grundbildung absolvieren, übernehmen nur delegierte Verantwortung und gelten als nicht ausgebildet.	Richtlinien KiTaS 08, 4.3.1
GR	Ja	Lernende gelten als nicht fachqualifiziertes Personal	Richtlinien für die Bewilligung von Tageseinrichtungen im Vorschulbereich, 1. März 2010, Ziff. 3.1
JU	Ja	Lernende zählen als Personal (auxiliaire); Praktikanten zählen nicht als Personal.	Mémento et normes pour le placement d’enfants à la journée, p. 27
LU[d)]	Ja	Praktikanten gelten als nicht ausgebildetes Personal; Lernende im 3. Jahre zählen zu 50% zum ausgebildeten Fachpersonal.	Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern, Punkt 7.4
NE	nein		
NW	Ja	Kleinkinderziehende in Ausbildung (Lehrtöchter/Lehrlinge) gelten als teilausgebildet. Ihre Stellenprozente können je zur Hälfte dem ausgebildeten bzw. dem nicht ausgebildeten Personal zugerechnet werden. Praktikantinnen und Praktikanten gelten als nicht ausgebildet.	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen und krippenähnliche Einrichtungen vom September 2003, 3.4.1
OW	Ja	Kleinkinderziehende in Ausbildung (Lehrtöchter/Lehrlinge) gelten als teilausgebildet. Ihre Stellenprozente können je zur Hälfte dem ausgebildeten bzw. dem nicht ausgebildeten Personal zugerechnet werden. Praktikantinnen und Praktikanten gelten als nicht ausgebildet.	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen und krippenähnliche Einrichtungen vom 1. Juli 2014, Punkt 3.4.1 , S. 5
SG	nein		

SH	nein		
SO	Ja	Lernende zur Fachperson Betreuung Kind werden im 3. Lehrjahr zur Hälfte anerkannt.	Richtlinien, Teil lll: Kantonale Richtlinien für die Betreuung von Kindern in Kindertagesstätten, Ziffer 4.1.5
SZ	Ja	Lernende zur Fachperson Betreuung Kind werden im 3. Lehrjahr zur Hälfte anerkannt. Praktikanten gelten als Nicht-Ausgebildete.	Qualitätsrichlinien für die Aufsicht von Krippen und Horte im Kanton Schwyz, Art. 2.4.1
TG	Ja	Lernende gelten nicht als ausgebildetes Personal.	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.1
TI	Ja	Nach einer 6-Monate Vollzeit-Erfahrung können 2 Lernenden oder Praktikanten als 1/3 berechnet werden.	Regolamento della Legge sulle famiglie del 15 settembre 2003, art. 15, al. 2
UR [b)]	Ja	Lernende gelten nicht als ausgebildetes Personal.	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.1
VD	Ja	Lernende gelten nicht als ausgebildetes Personal (u.a für den Betreuungsschlüssel), teilweise als Hilfskräfte.	Normes pour l'accueil de jour des enfants. Accueil collectif de jour préscolaire, p. 6
VS	Ja	Lernende und Praktikanten zählen im Prinzip nicht zum Erziehungspersonal.	Weisungen für die Tagesplatzierung von Kindern (1. Januar 2010), S. 13
ZG	Ja	Lernende gelten als nicht ausgebildetes Personal. Empfohlen: Betreuungspersonen in bestimmten Ausbildungen nach Abschluss des ersten Ausbildungsjahres zum ausgebildeten Personal zu zählen.	Empfehlungen der Direktion des Innern "Anforderungen an die Aus- und Weiterbildung von Betreuungs- und Leitungspersonen in der familienergänzenden Kinderbetreuung des Kantons Zug" (Version Nov. 2013), 3.3.2
ZH	Ja	Mitarbeitende in Ausbildung gelten ab Ausbildungsbeginn als ausgebildetes Betreuungspersonal wenn	Ausbildungsanforderungen

	es sich um eine berufsbegleitende Ausbildung auf Tertiärstufe handelt oder wenn sie eine verkürzte Lehre als Fachfrau / Fachmann Betreuung EFZ absolvieren.	an ausgebildete Betreuungs- und Leitungspersonen von Kinderkrippen (Dezember 2012), 4.

Quelle: Informationsplattform „Vereinbarkeit Beruf und Familie: Massnahmen der Kantone und Gemeinden" www.berufundfamilie.admin.ch, Stand 08.2014

Anm.: a) Keine kantonale Vorgaben, Reglementierung den Gemeinden überlassen. Es werden die Reglemente des Kantonshauptorts wiedergegeben; b) Nur inoffizielle Vorgaben. Als Basis für die Bewilligung werden die kibesuisse-Richtlinien berücksichtigt. c) Als Basis für die Bewilligung wurden die Anforderungen vom Kanton SG übernommen. d) Kanton bietet nur Info. Er empfiehlt die "Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern" vom Verband Luzerner Gemeinden zur Umsetzung. Unter: http://www.kinderbetreuung.lu.ch/index/fa_kita.htm

g) Gibt es gesetzliche Vorgaben zu Fort- und Weiterbildung des Personals?

Kanton	ja / nein	Welche ?	Grundlage
AG[a)]	Nein		
AI[b)]	Ja	Fort- und Weiterbildung werden dem Anstellungsumfang entsprechend regelmässig besucht und/oder vom Betrieb durch Freistellung und Kostenübernahme unterstützt.	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.15
AR[c)]	Ja	Die Weiterbildung des Personals wird empfohlen, für die professionelle und zufriedenstelle Arbeit.	Kanton St. Gallen – Kita Kompass: Bewilligungsvoraussetzungen Leitung und Personal
BE	Ja	– Kitas mit Subventionen: Die Leistungserbringer sorgen dafür, dass das Personal regelmässig weitergebildet wird. – Kitas ohne Subventionen: Der Betrieb ermöglicht seinem Personal durch den Besuch von Kursen, Vorträgen oder auf andere Art regelmässige Fort- und Weiterbildung im empfohlenen Umfang von mindestens einer Arbeitswoche pro Jahr	– ASIV, Art. 18, Abs. 3 – Richtlinien für die Bewilligung privater Kindertagesstätten, Punkt 5.5.4, S. 10
BL	Nein	-	-
BS	Ja	Unabhängig von der Grösse der Einrichtung bildet sich die Leitung regelmässig im Berufsfeld weiter (im Durchschnitt mindestens 3 Tage pro Jahr). Fort- bzw. Weiterbildung und Supervision des pädagogisch tätigen Personals sind in angemessenem Umfang zu ermöglichen.	Richtlinien über die Bewilligung und Aufsicht von Tagesheimen zur familienergänzenden Betreuung von Kindern vom 1. Oktober 2008, 3.3
FR	Nein	-	-
GE	Ja	Sobald dass sie tätig sind, müssen die Leiter einen Fortbildungsplan erstellen. Das Betreuungspersonal und Hilfspersonal hat Anspruch auf regelmässige Weiterbildungen.	Règlement sur les structures d'accueil de la petite enfance et sur l'accueil familial de jour (J6 29.01), art. 14, al. 3 + art. 15, al. 3
GL	Nein	-	-
GR	Ja	Jährlich mindestens eine eintägige Fortbildungsveranstaltung	Richtlinien für die Bewilligung von Tageseinrichtungen im Vorschulbereich, 1. März 2010, Ziff. 3.1
JU	Ja	Förderung der Weiterbildung (obligatorisch für Hilfspersonal)	Mémento et normes pour le placement d’enfants à la journée, p. 38 + 28
LU[d)]	Ja	Der Betrieb ermöglicht seinem Personal durch den Besuch von Kursen, Vorträgen oder auf andere Art regelmässige	Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern,

		Fort- und Weiterbildung (Empfehlung nach KiTaS: mindestens 2 Tage pro Jahr).	Punkt 7.7
NE	Nein		
NW	Ja	Der Betrieb ermöglicht seinem Personal durch den Besuch von Kursen, Vorträgen oder auf andere Art regelmässige Fort- und Weiterbildung.	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen und krippenähnliche Einrichtungen vom September 2003, 3.4.2
OW	Ja	Der Betrieb ermöglicht seinem Personal durch den Besuch von Kursen, Vorträgen oder auf andere Art regelmässige Fort- und Weiterbildung.	Richtlinien Qualitätsstandard für Kinderkrippen und krippenähnliche Einrichtungen vom 1. Juli 2014, Punkt 3.4.2, S. 5
SG	Ja	Die Weiterbildung des Personals wird empfohlen, für die professionelle und zufriedenstelle Arbeit.	Kanton St. Gallen – Kita Kompass: Bewilligungsvoraussetzungen Leitung und Personal
SH	Nein	-	-
SO	Ja	Bei speziellen Anforderungen wie Gruppenleitung, BerufsbildnerIn, reine Säuglingsbetreuung erforderlich.	Richtlinien, Teil lll: Kantonale Richtlinien für die Betreuung von Kindern in Kindertagesstätten, Ziffer 4.1.5
SZ	Ja	Der Betrieb ermöglicht seinem Personal durch den Besuch von Kursen, Vorträgen oder auf andere Art regelmässige Fort- und Weiterbildung.	Qualitätsrichtlinien für die Aufsicht von Krippen und Horte im Kanton Schwyz, Art. 2.4.1
TG	Ja	Fort- und Weiterbildung werden dem Anstellungsumfang entsprechend regelmässig besucht und/oder vom Betrieb durch Freistellung und Kostenübernahme unterstützt.	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.15
TI	Nein	-	-
UR [b)]	Ja	Fort- und Weiterbildung werden dem Anstellungsumfang entsprechend regelmässig besucht und/oder vom Betrieb durch Freistellung und Kostenübernahme unterstützt.	KiTaS (neu: kibesuisse)-Richtlinien 2008, Art. 4.3.15
VD	Nein	-	-
VS	Ja	Die Fachleute haben die Pflicht, sich über die theoretische und praktische Entwicklung in ihrem Beruf auf dem Laufenden zu halten	Verordnung betreffend verschiedene Einrichtungen für die Jugend (850.400), Art. 16
ZG	Nein	-	-
ZH	Nein	-	-

Quelle: Informationsplattform „Vereinbarkeit Beruf und Familie: Massnahmen der Kantone und Gemeinden" www.berufundfamilie.admin.ch, Stand 08.2014

Anm.: a) Keine kantonale Vorgaben, Reglementierung den Gemeinden überlassen. Es werden die Reglemente des Kantonshauptorts wiedergegeben; b) Nur inoffizielle Vorgaben. Als Basis für die Bewilligung werden die kibesuisse-Richtlinien berücksichtigt. c) Als Basis für die Bewilligung wurden die Anforderungen vom Kanton SG übernommen. d) Kanton bietet nur Info. Er empfiehlt die "Qualitätskriterien für Kitas im Kanton Luzern" vom Verband Luzerner Gemeinden zur Umsetzung. Unter: http://www.kinderbetreuung.lu.ch/index/fa_kita.htm